



# LE JOURNAL DES MARCHÉS PUBLICS

HORS-SÉRIE

REGLEMENTATION - AVIS - RESULTATS - APPROBATIONS - CONTRÔLES

## EDITORIAL : LA DGMP A L'ERE DE LA TRANSITION



**EN EXCLUSIVITÉ**

**Charles M'BA**  
MINISTRE DES COMPTES PUBLICS

“ A l'ère du C.T.R.I il importe de communiquer. La DGMP devrait se doter de leviers de communication efficaces pour ne pas être en reste...”



Siège du Fonds Gabonais des Investissements stratégiques en construction à la Baie des Rois de Libreville

# SOMMAIRE

**MOT DU MINISTRE** page 9

**ÉDITORIAL** page 11

La DGMP à l'ère de la Transition

**CHAÎNE DE LA DÉPENSE PUBLIQUE** page 12

Le place de la DGMP dans la chaîne de la dépense publique

**TRIBUNE DE LA RÉGLEMENTATION** page 14

La demande de cotations et son déroulement  
La planification de la passation des marchés publics

**DOSSIER SPÉCIAL** page 20

4<sup>ème</sup> conférence sur la planification des marchés publics  
Les marchés réservés aux PME gabonaises

**AVIS D'APPELS D'OFFRES** page 24

**RÉSULTATS D'APPELS D'OFFRES** page 30

**MARCHÉS APPROUVÉS** page 36

**MARCHÉS CONTRÔLÉS** page 48

**GLOSSAIRE** page 60

**AUTRES ACTIVITÉS** page 66



Travaux d'aménagement de la route Ndende Tchibanga (Section Pegnoundou Tchibanga)



Travaux de réhabilitation de la route Ndende Tchibanga (Section Ndende Pegnoundou)



Stabilisation de talus de la route Ndende Tchibanga (Section Ndende Pegnoundou)



Travaux d'aménagement de la route Ndende Tchibanga (Section Pegnoundou Tchibanga)



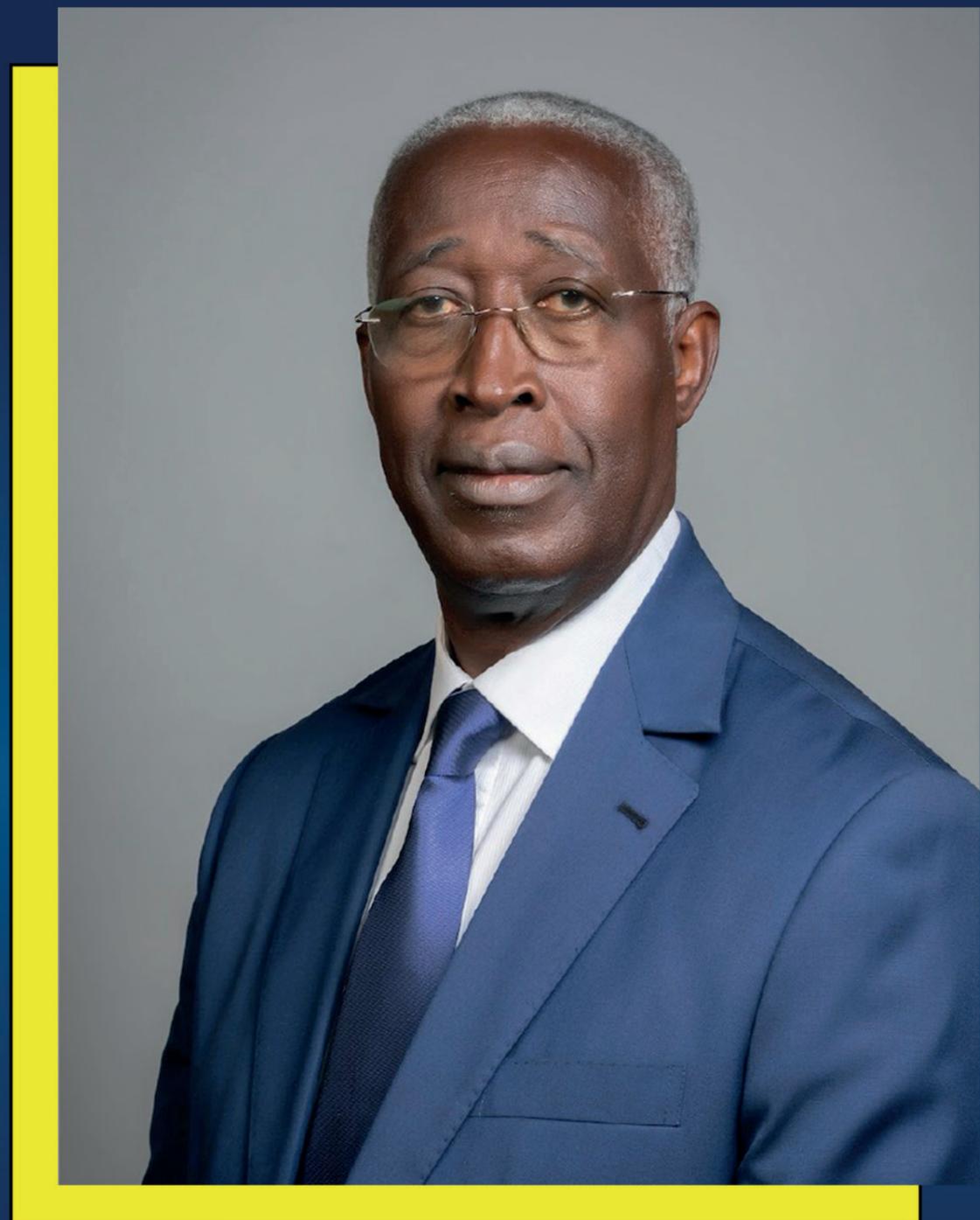
S.E. Le Général de Brigade Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA  
Président de la Transition, Président de la République, Chef de l'Etat

« Nous avons opté pour la préférence nationale dans l'attribution des marchés de travaux dont le montant est inférieur ou égal à 150 millions de F CFA. »

*Extrait du Discours à la Nation, Décembre 2023*



Primature, Immeuble du 2 Décembre

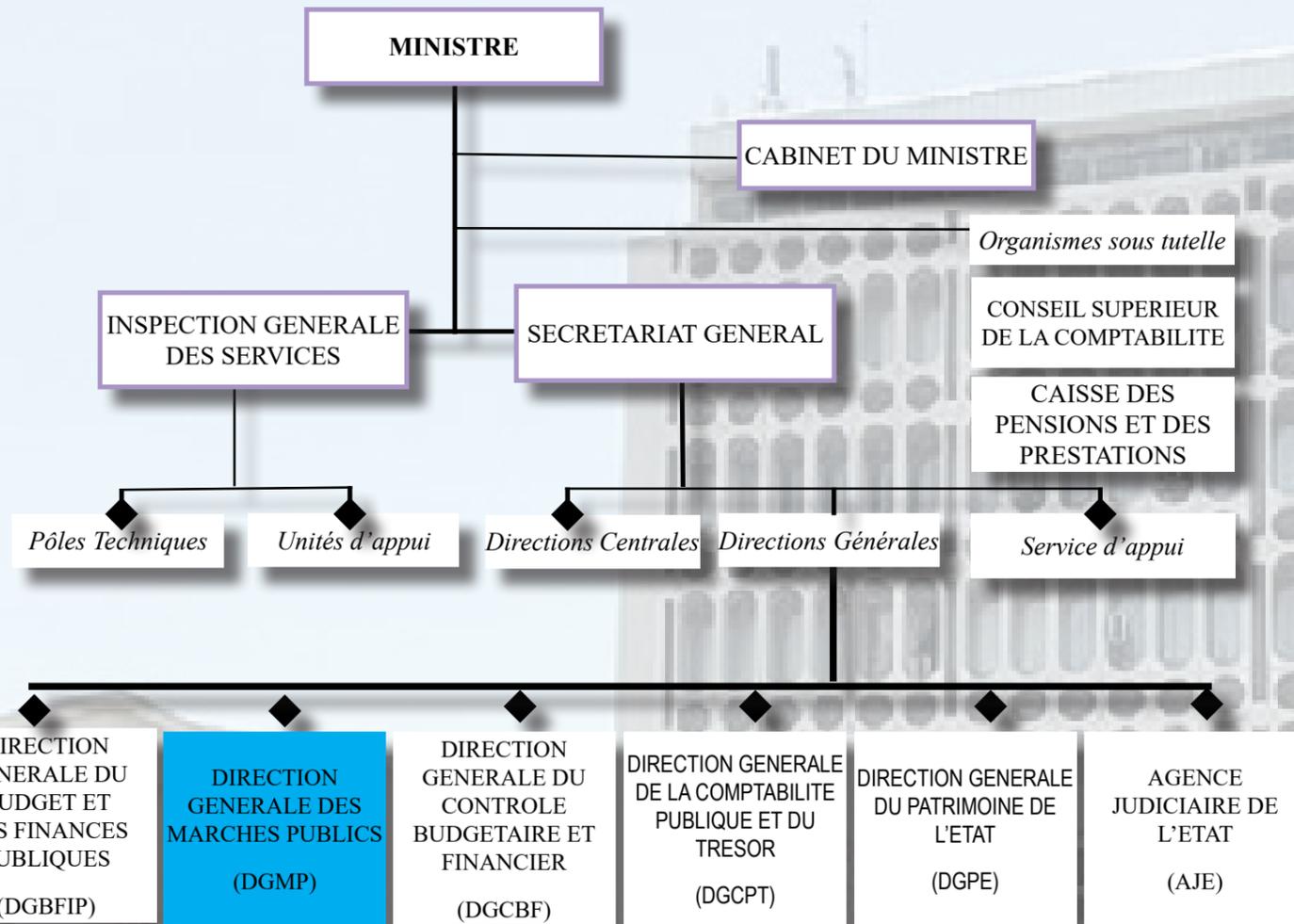


Raymond NDONG SIMA,  
Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la Transition

« S'agissant des achats de véhicules autres que les véhicules spécialisés des forces de défense et de sécurité et des services hospitaliers et de secours, ils feront l'objet d'appels d'offres groupés sous la conduite de la DGPE. »

*Extrait de la note circulaire n°00359 P/CAB-PMT relative à la gestion budgétaire 2024*

# ORGANIGRAMME DU MINISTRE DES COMPTES PUBLICS



Sous l'impulsion du Président de la Transition, Président de la République, Chef de l'Etat, le Général de brigade **Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA** le Gouvernement est à pied d'œuvre aux fins de matérialiser sa vision déclinée dans le Plan National de Développement de la Transition.

A travers ce document stratégique, chaque département ministériel joue sa partition pour contribuer à la restauration du pays.

En ce qui concerne la gestion des finances publiques, la feuille de route du Ministère des Comptes publics met un accent particulier sur le respect de l'orthodoxie financière. La conjoncture économique actuelle requiert un assainissement des finances publiques pour remplir les missions régaliennes de l'exécutif et privilégier les investissements nécessaires au développement du pays.

Dans ce contexte, les différents services centraux et autres établissements qui relèvent du Ministère dont j'ai la charge ont reçu instruction de mettre en œuvre des plans d'action garantissant une exécution optimale du budget de l'Etat. L'objectif visé est d'améliorer considérablement les conditions de vies des populations.

Pour ce faire, il importe que le Ministère des Comptes publics communique mieux, à l'effet d'expliquer ce qui est attendu des ministères sectoriels ou encore des opérateurs économiques en matière de commande publique.

C'est donc avec une grande satisfaction que j'accueille la relance du Journal des Marchés Publics (JMP) qui vient élargir l'éventail des outils de communication de notre Ministère. Cette parution spécialisée permettra de mieux assurer la transparence du système de passation des marchés publics et d'arrimer le pays aux

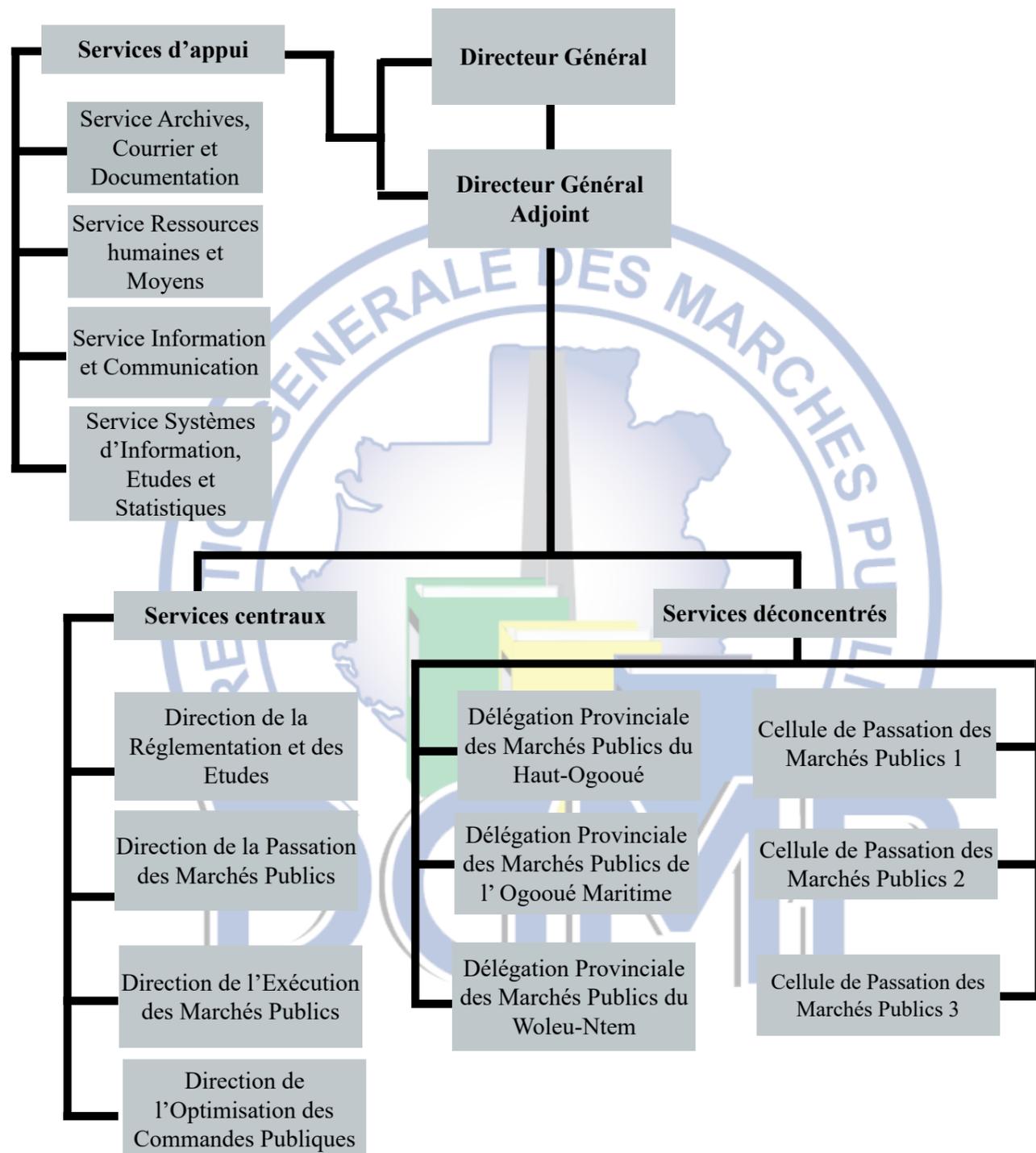


standards internationaux. Toute chose qui contribue à l'amélioration de l'environnement des affaires au Gabon et susceptible d'attirer les investissements directs étrangers au Gabon.

A l'orée de cette aventure, dont j'ai l'immense bonheur d'en écrire les premières lignes, je souhaite bon vent au Journal des Marchés Publics dans sa seconde vie ; tout en espérant qu'il se pérennise pour assurer pleinement le rôle qui lui est dévolu.

Bonne lecture à toutes et tous.

   
Charles M'BA  
LE MINISTRE



**Le Directeur Général des Marchés Publics**

Après huit ans d'interruption et une longue attente de ses lecteurs, la Direction Générale des Marchés Publics (DGMP) relance le Journal des Marchés Publics (JMP), avec la publication la veille de la célébration de l'an 1 du « coup de libération » mené le 30 août 2023 par le Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions (CTRI), de ce numéro hors-série gratuit.

En relevant le défi d'éditer à nouveau le JMP, la DGMP veut d'abord offrir un espace additionnel d'information avisée aux acteurs de la commande publique, puis de façon plus large, à tout public intéressé. A travers cette version papier du JMP, la DGMP offre ainsi à ses usagers un moyen de communication complémentaire à son site web ([www.lejmp.ga](http://www.lejmp.ga)).

De ce fait, elle s'efforcera d'expliquer aux lecteurs les règles, les procédures de contrôle de la passation et de l'exécution des Marchés Publics, à travers

les principales rubriques que sont : « la chaîne de la dépense publique » qui présente les acteurs de ladite chaîne, leurs rôles ainsi que leurs interactions; « la tribune de la réglementation » qui constitue un exercice de pédagogie, dans la mesure où elle apporte un éclairage sur les concepts techniques ; « le dossier spécial » qui est l'espace dédié aux actualités liées à la commande publique ; « les avis d'appels d'offres » qui indique les besoins des autorités contractantes en matière de travaux, de fournitures, de services et de prestations intellectuelles; « les résultats d'appels d'offres » qui énonce les attributaires des marchés après appel à la concurrence; « les marchés approuvés » qui renseigne sur l'objet, les entreprises titulaires des marchés publics, les modes de passation et les montants desdits marchés ; « les marchés contrôlés » qui met en lumière les missions organisées sur le terrain pour s'assurer de l'effectivité de l'exécution des marchés, conformément aux cahiers de charges.

D'autres sujets à caractère plus général, mais en lien avec les activités de la DGMP sont également abordés dans nos colonnes.

Dans cette nouvelle dynamique, mes équipes et moi, sous la supervision du Ministre des Comptes Publics, nous nous engageons, chaque mois, à vous produire une information de qualité. Le bon fonctionnement du système de passation des marchés publics, à travers la matérialisation de l'un des trois principes fondamentaux de la commande publique, à savoir la transparence, en dépend.

Bonne lecture.

**Commissaire Général Sylvie NGUEMBHYT**



## PLACE DE LA DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS DANS LA CHAÎNE DE LA DEPENSE PUBLIQUE

Par Raphaël Edzang,  
Responsable de Cellule de Passation des Marchés Publics I

Les dépenses publiques comprennent les dépenses de l'État appelées dépenses budgétaires, mais aussi les dépenses des collectivités locales et des organismes de sécurité sociale. Elles sont financées par les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) et par l'endettement.

### MARCHÉS PUBLICS, INSTRUMENT DE POLITIQUE ECONOMIQUE

Pour la mise en œuvre de ses politiques et la prestation des services publics, le Gabon est amené à passer des marchés publics pour de grandes quantités de biens et de services. Ces marchés publics sont utilisés dans toutes les fonctions de la dépense publique, de la santé, de l'éducation à la protection de l'environnement, en passant par la sécurité ou les affaires économiques et sociales comprenant les infrastructures, les transports, les communications, l'énergie, etc.

Le montant de ces dépenses, rapporté au budget général de l'État, indique naturellement le poids des administrations publiques dans l'économie ainsi que l'importance des interventions économiques et sociales de l'État comme acteur majeur dans l'économie devenue mixte. Il représente en 2021, 2022, 2023

et 2024 respectivement 40,12%, 37,44%, 21,94% et 24,89%.

Ce poids des marchés publics au sein de l'économie fait de la probité de l'ensemble des acteurs de l'achat public un sujet majeur de préoccupation. Celui-ci touche aux fondements juridiques du droit des marchés publics qui participe à la fois à la moralisation de la vie publique et à l'intégrité de la vie économique.

### ACTEURS DE LA CHAÎNE

Les principaux acteurs concernés sont notamment l'ordonnateur de crédits, la Direction Générale du Budget et des Finances Publiques, la Direction Générale du Contrôle Budgétaire et financier, la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor et la Direction Générale de la Dette.

A côté de ces derniers, il y a la Direction Générale des Marchés Publics (DGMP) qui assure l'exécution de la politique du Gouvernement en matière de passation, d'approbation et de contrôle de l'exécution des marchés publics. Ce rôle de sève vitale à la dépense publique relative aux marchés publics a pour objectif de contribuer à rendre cette dernière efficace, efficiente et effective pour espérer améliorer de manière significative le bien-être

des populations.

En effet, cet objectif de politique publique de l'Etat implique une attention particulière de chaque acteur tout au long du processus de passation d'une commande publique qui se subdivise en quatre (4) étapes : définition des besoins, planification de la passation des marchés, la passation et l'exécution de ces marchés.

### ROLE DE LA DGMP

A ce titre, la DGMP est notamment chargée de :

- centraliser la passation, l'approbation et le contrôle de l'exécution de la commande publique ;
- délivrer un visa de conformité juridique sur les avis et dossiers d'appel d'offres avant le lancement de l'appel à concurrence ainsi que sur leurs modifications éventuelles ;
- accorder, à la demande des autorités contractantes, des avis de non-objection pour l'ouverture des procédures dérogatoires de passation des marchés prévues par le Code des Marchés Publics ;
- approuver le procès-verbal d'ouverture des plis et le rapport d'analyse des offres ;

- assurer le contrôle de régularité de tous les marchés publics ;
  - apporter un appui technique aux autorités contractantes depuis la préparation des dossiers d'appel d'offres jusqu'à la réception définitive des prestations ;
  - procéder à un examen de conformité juridique des projets de marchés et d'avenants avant approbation ;
  - fixer, en collaboration avec les autres administrations compétentes, les normes applicables en matière de marchés publics et proposer les adaptations et réformes nécessaires ;
  - assurer le contrôle de l'exécution technique et financière et le respect de la conformité des réalisations par rapport au marché conclu.
- Pour une mise en œuvre de ses attributions, la Direction Générale des Marchés Publics :
- reçoit les projets des plans de passation des marchés publics, en abrégé PPM, élaborés en début d'année budgétaire par les autorités contractantes et en assure, après validation, la publication ;
  - participe aux réunions de coordination entre les autorités contractantes et les autorités chargées d'élaborer le budget de l'Etat ;
  - collecte toutes documentations et statistiques relatives aux procédures de passation,

- d'exécution ou de contrôle des marchés publics ;
- assure la numérotation des marchés ;
- assure la collecte des informations relatives aux marchés publics ;
- constitue une banque de données en matière de marchés publics ;
- propose à l'autorité de Régulation, pour recommandation ou validation, des mises à jour des textes législatifs et réglementaires relatifs aux marchés publics ;
- centralise et publie tous les avis d'appel d'offres et les résultats d'évaluation des offres.

Il ressort clairement que la DGMP a un rôle prépondérant dans la phase de passation de la commande publique par la réalisation des contrôles de régularité de tous les actes administratifs y relatifs. Elle ne peut par conséquent passer ou octroyer les marchés en lieu et place de l'autorité contractante et n'intervient pas dans l'étape de l'exécution de la dépense budgétaire.

### PHASES DE L'EXECUTION DE LA DEPENSE

Pour rappel, cette étape comprend deux (2) phases : la phase administrative qui est gérée par l'ordonnateur et ses services et la phase comptable qui, comme son nom l'indique, est gérée par le comptable public.

En effet, l'exécution de la dépense s'effectue en quatre (4)

étapes : engagement, liquidation, ordonnancement et paiement. Le rôle de l'ordonnateur (la phase administrative de la dépense) est d'engager, de liquider et d'ordonnancer les dépenses.

L'engagement est l'acte par lequel l'administration publique crée ou constate à son encontre une obligation de laquelle résultera une charge.

Comme deuxième étape, la liquidation a pour objet de vérifier la réalité et la matérialité de la dette de l'entité administrative vis-à-vis d'un tiers et d'arrêter le montant de la dépense à payer. Elle permet de vérifier que le service a bien été fait et que la somme est bien exigible.

L'ordonnancement qui constitue la troisième étape, est l'acte administratif donnant l'ordre de payer la dette déterminée conformément aux résultats de la liquidation.

Le paiement est la quatrième et dernière étape de l'exécution de la dépense publique. Pour effectuer le paiement, le Comptable Public reçoit de l'Ordonnateur un bordereau de mandat accompagné de toutes les pièces justificatives.

Ainsi, la procédure de paiement de la dépense ne peut pas être déclenchée tant que le Comptable Public ne reçoit pas de l'Ordonnateur l'ordre de payer la dite dépense.

En somme, la DGMP exerce son contrôle essentiellement aux étapes liées à la passation et à l'exécution d'une commande publique.



## LA DEMANDE DE COTATIONS ET SON DEROULEMENT

Par Rodrigue Bongo Koumba,  
Responsable de Cellule de Passation des Marchés Publics 3

**L**a demande de cotations est une procédure simplifiée qui consiste à solliciter, auprès d'au moins trois entreprises à actionnariat différent, une offre, et à choisir celle jugée conforme aux spécifications techniques, exhaustive et moins-disante.

Quand recourir à la procédure simplifiée de demande de cotations ?

Pour les dépenses en dessous des seuils, si la dotation budgétaire prévue pour la dépense est inférieure aux seuils de passation de marchés publics, les autorités contractantes procèdent à la demande de cotations, conformément à l'article 8 du code des marchés publics.

Ces seuils sont pour l'Etat et ses établissements publics (travaux 50 000 000 F CFA, fournitures 35 000 000 F CFA, services et prestations intellectuelles 25 000 000 F CFA) et pour les collectivités locales et leurs établissements publics (travaux 30 000 000 F CFA, fournitures 20 000 000 F CFA, services et prestations intellectuelles 15 000 000 F CFA).

Pour les marchés à passer par entente directe, les autorités contractantes procèdent de même, à la demande de cotations pour les marchés à passer par entente directe, dans les cas prévus aux alinéas 4 à 8 de l'article 70 du

CMP.

En effet, l'article 68 du code des marchés publics dispos que "les marchés publics passés par entente directe font l'objet d'une mise en concurrence au moyen d'une demande de cotations visant à obtenir la vérité des prix du marché auprès des candidats susceptibles d'exécuter le marché."

Comment se déroule la demande de cotations ?

Pour les commandes passées selon la procédure de demande de cotations, l'autorité contractante : **définit son besoin (désignation de la prestation à acquérir, description du besoin ou des spécifications techniques souhaitées, détermination des quantités à commander) ; remplit le formulaire de demande de cotations sur la base du modèle proposé par la Direction Générale des Marchés Publics ; choisit trois entreprises au moins, à actionnariat différent ; transmet le formulaire de demande de cotations renseigné par ses soins aux entreprises pressenties à la même date avec accusé de réception ; réceptionne les offres ou cotations sous pli fermé (le délai de réception des offres est de 3 à 5 jours pour les dépenses en dessous des seuils de**

**passation des marchés) ; procède à la comparaison des cotations (ou factures pro-forma ou devis) reçues ; attribue la commande à l'entreprise dont l'offre est conforme aux spécifications exigées et la moins-disante ; remplit et signe le formulaire d'attribution sur la base du modèle proposé par la Direction Générale des Marchés Publics.**

L'autorité contractante transmet le dossier composé de la demande de cotations, des cotations (factures ou devis), du projet de formulaire d'attribution signé de la personne habilitée et des accusés de réception des entreprises à la DGMP pour examen et validation.

Quand et comment engager la dépense ?

Les commandes découlant de cette procédure et dont les montants sont inférieurs aux seuils de passation obligatoire des marchés publics ne font pas l'objet de contrat formel. Leur règlement est effectué sur simple facture ou mémoire.

En revanche, dans le cas de la procédure de passation par entente directe, les commandes donnent lieu à la signature d'un marché avant l'engagement de la dépense.



## LA PLANIFICATION DE LA PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS

Par Kenny Pierre-Célestin Mouendji  
Directeur de la Réglementation et des Etudes

**L**a planification de la passation des marchés publics consiste à définir le calendrier de chacune des étapes de passation des marchés, en tenant compte des ressources allouées, des objectifs à atteindre et du plan de charge de chacun des services ou directions concernés. La planification de la passation des marchés publics est généralement annuelle. Dans la logique de l'assertion selon laquelle « gouverner, c'est prévoir », et dans un contexte dominé par la gestion axée sur les résultats, cet article revêt toute son importance.

L'administration, qu'elle soit publique ou privée, obéit au respect inaliénable du triptyque : concevoir, exécuter, évaluer. Chacun des éléments composant cette approche de gestion en rappelle la norme, planifier. La prise en compte de ce triptyque implique de s'activer dans l'ordre qui garantit la complémentarité harmonieuse attendue par les administrateurs et les usagers des services.

### PRÉALABLES À LA PLANIFICATION DE LA PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS

En vue de l'élaboration du plan de passation, l'autorité contractante,

outre la Loi de Finances Initiale (LFI), est tenue de regrouper les documents ci-après : le **Projet Annuel de Performance (PAP) intégrant le tableau relatif à la justification au premier franc, la Programmation Budgétaire Initiale (PBI) et les Documents Prévisionnels de Gestion (DPG) renseignés par chaque Responsable de Programme (RPROG), validés par le Contrôleur Budgétaire et le Responsable de Mission, les plans d'utilisation des crédits et Contrats Annuels de performance pour les Opérateurs, les budgets primitifs et plans d'utilisation pour les collectivités locales, les cahiers des charges techniques.**

### DEFINITION D'UN PLAN DE PASSATION DES MARCHÉS

Le Plan de Passation des Marchés (PPM) est le programme prévisionnel détaillé de l'ensemble des opérations de passation de marchés élaboré par une autorité contractante. Il se présente sous la forme d'un tableau retraçant les marchés à passer au cours d'un exercice budgétaire et le suivi de l'exécution financière des marchés en cours ou réalisés.

Ce tableau, depuis sa récente actualisation en janvier 2024,

intègre également les commandes en dessous des seuils de passation obligatoire des marchés publics désignées par cotations.

Sont concernées, les dépenses suivantes : **titre 3 : Dépenses en Biens et Services, titre 4 : Dépenses de transfert, titre 5 : Dépenses d'Investissement, titre 6 : Autres dépenses, Dépenses financées par les ressources générées par l'activité de l'entité administrative (fonds propres).**

### AVANTAGES D'UN PLAN DE PASSATION DES MARCHÉS

Le Plan de Passation des Marchés est un outil de management nécessaire à l'utilisation rationnelle des moyens humains et des ressources de l'Etat. Il s'inscrit parfaitement dans la performance de la dépense publique, car il doit être cohérent avec les crédits alloués.

Il permet notamment de : **faire respecter la réglementation en vigueur en matière de passation de marchés publics, tout en évitant « les lourdeurs administratives », d'assurer un suivi réel du déroulement de la procédure de passation, de situer les responsabilités de chaque acteur de la commande publique par rapport aux retards**





## 4<sup>ÈME</sup> CONFÉRENCE SUR LA PLANIFICATION DES MARCHÉS PUBLICS

Par Ivan Clovis Ognagna  
Chef de service de la réglementation, des études et du suivi du contentieux

**T**el qu'il est de coutume chaque année depuis 2020, la Direction Générale des Marchés Publics (DGMP) a organisé, le 7 février 2024 à l'auditorium de l'immeuble Arambo, la quatrième édition de la conférence sur la planification de la passation des marchés publics. Celle-ci s'est déroulée en deux phases : la première, protocolaire, ponctuée par la cérémonie officielle de lancement présidée par le Ministre des Comptes Publics, Charles M'BA, et la deuxième, opérationnelle avec le déploiement des équipes de la DGMP sur le terrain.

La conférence sur la planification de la passation des marchés publics, bien que se déroulant dans



Le Ministre Charles M'ba ouvrant les travaux de la conférence

sa quatrième édition en cette année 2024, doit être la première étape vers le changement de paradigme prônée à l'ère de la restauration

des institutions par le Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions (CTRI), a indiqué le Ministre des Comptes Publics, dans son propos de circonstance.

En effet, une amélioration significative dans la gestion de la commande publique s'impose afin de parvenir à un niveau d'exécution optimal du budget de l'Etat pour le plus grand bénéfice des populations.

Pour ce faire, la garantie d'une gestion rigoureuse des deniers publics par les ordonnateurs de crédits est tributaire du respect scrupuleux du Code des Marchés Publics (CMP) et des règles de l'orthodoxie budgétaire à travers l'arrimage des trois plans suivants :



Le DGMP prononçant son allocution



Quelques membres du gouvernement présents lors de la conférence

- le Plan de Passation des Marchés (PPM);
- le Plan d'Engagement;
- le Plan de Trésorerie.

autorités contractantes (AC) de maîtriser et d'étaler dans le temps de façon harmonieuse et efficace, le processus de passation de leurs marchés en vue de leur exécution ».

Aussi, dans le dessein de lier le mot à l'acte, le Commissaire Général Directeur Général des Marchés Publics, Sylvie NGUEMBHYT, a-t-elle exposé quelques notions fondamentales, les procédures applicables en matière de passation des marchés, ainsi que la notion de planification de la passation des marchés publics.

Elle a ensuite rappelé que seuls les projets inscrits dans le Plan de Passation seront pris en compte par la DGMP et ce, conformément aux dispositions du code des marchés publics.

Le Commissaire Général a conclu son propos en insistant sur l'importance du Plan de Passation des Marchés (PPM), qui est le « tableau de bord permettant aux

C'est dans ce contexte que du 8 février au 29 mars 2024, la Direction Générale des Marchés Publics a déployé neuf (09) équipes, avec pour mission d'aller animer des ateliers de formation dans les différents départements ministériels, auprès des Institutions Constitutionnelles, ainsi que dans les chefs-lieux des provinces du Gabon.

Ces séances de travail avaient pour objectif principal d'accompagner les responsables de programmes et opérateurs dans l'élaboration, avec plus d'efficacité, de leurs PPM, préalable essentiel à la passation des marchés publics.

A ce jour, sur 172 PPM attendus de l'administration centrale, 65

PPM transmis et 54 validés par la DGMP (33 programmes et 21 opérateurs). Pour les collectivités locales, ce sont 13 PPM transmis et 11 validés.

Le déploiement des équipes de la DGMP auprès des sectoriels et dans les chefs-lieux de provinces, a permis d'identifier un certain nombre de difficultés auxquelles sont confrontés les responsables de programmes, ainsi que les opérateurs notamment : **le besoin permanent de formation justifié par le renouvellement fréquent des responsables des différents démembrements de l'administration publique, la maîtrise insuffisante des procédures relatives à la commande publique, la mise à disposition tardive des documents budgétaires tels que la programmation budgétaire initiale (PBI) et les documents prévisionnels de gestion (DPG).**



## LES MARCHÉS RÉSERVÉS AUX PME GABONAISES

Par Pamphile Mbira Mba,  
Directeur de l'Optimisation des Commandes Publiques

**L**e Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions (CTRI) a annoncé par communiqué n° 24 du 25 octobre 2023, que les marchés de travaux dont le montant est inférieur ou égal à 150 000 000 de francs CFA, seront désormais attribués en exclusivité aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) gabonaises. Un acte qui vient faciliter l'accès de cette catégorie de PME à la commande publique.

Selon la réglementation en vigueur, sont éligibles à cette mesure toute PME dont le capital social est détenu majoritairement par des personnes de nationalité gabonaise. Dans ce processus, pour l'effectivité de la marche du Gabon vers sa félicité, l'activité des PME constitue la base véritable de la dynamique de l'économie, dans un développement autocentré. C'est dire combien cette mesure est déterminante.

### OBJECTIFS VISÉS

Cette mesure vise notamment à promouvoir l'entrepreneuriat national, l'un des principaux moteurs de la croissance et du développement économique de notre pays. De même, disposer d'un tissu de PME Gabonaises performantes et compétitives,

dans l'exécution des marchés de travaux. Ce qui devra permettre de dynamiser leur activité dans le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics. Tout aussi, faire émerger une classe d'hommes d'affaires gabonais, et apporter une réponse au problème de chômage.

En effet, les PME sont les principales pourvoyeuses d'emplois et la fonction publique à elle seule ne peut satisfaire les attentes de l'ensemble des demandeurs d'emplois. C'est dans cette optique que le Président de la Transition a déclaré lors de son discours à la nation le 31 décembre 2023 : « La fonction publique ne peut continuer à servir de variable d'ajustement ».

### MISE EN ŒUVRE

Pour l'effectivité de cette mesure, plusieurs initiatives ont été prises, notamment : la modification de l'article 2 du code des marchés publics par l'insertion de la notion de marché réservé et la création d'un article 7 bis qui traite du seuil de la commande publique réservée.

La prise de l'arrêté n°0008.24/MEP du 23 février 2024 fixant les seuils de passation obligatoire des marchés et le seuil de la commande publique réservée. Le Ministère des Travaux Publics a dans ce cadre, invité les PME à se faire enregistrer, afin de bénéficier

de cette mesure.

A cet effet, une commission interministérielle a été mise en place, pour la présélection des PME éligibles. Celle-ci est composée des services techniques du Ministère des Travaux Publics, du Ministère des Comptes Publics (Direction Générale des Marchés Publics), du Ministère en charge des PME (Direction Générale des PME) et de l'Agence de Régulation des Marchés Publics. Deux critères essentiels ont été retenus pour la présélection des PME : le capital de la PME qui doit être détenu majoritairement par des gabonais et l'activité de la PME qui doit porter sur les travaux.

Au terme du dépouillement des 1087 dossiers reçus, 932 PME répondant aux critères ont été présélectionnées, afin que l'attribution des marchés y relatifs soit conforme aux dispositions du code des marchés publics.

### DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES EN APPUI DE CETTE MESURE

En outre, les mesures suivantes prévues dans le code des marchés publics s'appliqueront aussi pour les marchés réservés : **les PME agréées et ayant au maximum cinq (05) ans d'existence sont dispensées de la présentation de**



Le Ministre des T.P. présidant la commission interministérielle de qualification des PME gabonaises

**la garantie de soumission (article 100 alinéa 2 du code des marchés publics). Le délai de paiement des travaux réalisés peut être réduit à 60 jours pour les PME bénéficiant de l'agrément PME, au lieu de 90 jours tel qu'il est indiqué à l'article 207 du code des marchés publics. L'accès à la sous-traitance est accordé prioritairement aux PME agréées (article 189 du code des marchés publics). L'accès prioritaire est accordé aux dépenses publiques dont les montants sont inférieurs aux seuils de passation obligatoire des marchés. Le montant des frais de passation des marchés est réduit, et passe de 200 000**

**à 100 000 francs CFA, pour les appels d'offres nationaux.**

Afin de garantir le succès de cette mesure à laquelle le Président de la Transition, Président de la République, Chef de l'Etat attache du prix, il est nécessaire que toutes les administrations publiques impliquées dans sa mise en œuvre, mettent en place des mécanismes de facilitation et d'accompagnement des PME. Il s'agit notamment des entités suivantes : CNSS, CNAMGS, Direction Générale des Impôts, Greffe du Tribunal du Commerce, Chambre de Commerce, Direction Générale de la Comptabilité Publique et du

Trésor, Direction Générale du Budget et des Finances Publiques.

En effet, il est important de souligner que la plupart des PME concernées connaissent des difficultés de trésorerie, toute chose qui rend difficile le respect des obligations fiscales et sociales.

Enfin, cette mesure, qui relève de la politique budgétaire de l'Etat, a pour levier la Loi de Finances. Ainsi, après promulgation et publication de celle-ci, il revient à chaque autorité contractante d'en tenir compte lors de l'élaboration de son plan annuel de passation des marchés publics (PPM).



## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

Date de lancement : 23 juillet 2024 ;  
Appels d'Offres : N°020/MTP/ERNR/FANER/2024 ;  
Nom du projet : Travaux de rechargement général et de réfection des ouvrages des routes non revêtues.

Source de financement : Etat Gabonais, programme 71.960, exercice 2024,  
Fonds Autonome National d'Entretien Routier (FANER).

### 1. OBJET

Le Ministère des Travaux Publics lance un avis d'appel d'offres ouvert national pour la réalisation des travaux de Rechargement Général et de Réfection des Ouvrages des routes non revêtues.

### 2 ALLOTISSEMENT

Ces travaux sont répartis en trente-trois (33) lots suivants :

complémentaires à l'adresse ci-dessous :  
Ministère des Travaux Publics

Secrétariat Général

Direction de l'Entretien des Routes et Aéroports  
4e étage, ancien bâtiment du Ministère, porte 405  
Tel : 077 45 35 15

Le Dossier d'Appel d'Offres peut également être consulté sur le site Internet de la Direction Générale des Marchés Publics <https://www.lejmp.ga>.

### 6. CRITERES D'EVALUATION

Les offres seront évaluées conformément aux dispositions de l'article 31 des Instructions aux soumissionnaires du Dossier d'Appel d'Offres.

### 7. DEPOT DES OFFRES ET GARANTIE DE SOUMISSION

Les offres doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 21 août 2024 à 11 Heures et être accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant équivalent à 1% du montant de l'offre hors taxes.  
Ministère des Travaux Publics

Secrétariat Général

Direction des Marchés et du Contentieux  
2e étage, ancien bâtiment du Ministère, porte 224  
BP 49 Tél : 011 77 37 50

A compter de cette date, ces offres resteront valables 120 jours conformément aux

N° lot	Itinéraire	Section	Linéaire (Km)
1	Ntoun-Donguila	Ntoun-Donguila	28,00
2	Mimongo-Yéno	Pk0-Pk20	20,00
3	Yéno-Etéké-Massima	PK0 YENO-Pk26 (ETEKE)/Pk26 (ETEKE)-Pk46 (MASSIMA)	46,00
4	Mbigou-Lébamba	Pk0 (LEBAMBA)-Pk39,2 (rivière LABOMBE)	39,20
5	Mbigou-Lébamba	Pk39,2 (rivière LABOMBE)-Pk83 (MBIGOU)	43,80
6	Mbigou Ville-Popa	Pk0-Pk40 (rivière ONOYE)	40,00
7	Mbigou Ville-Popa	Pk40 (rivière ONOYE)-Pk83 (Ville POPA)	43,00
8	Tchibanga-Moulengui Bindza	Pk0-Pk50 (village BAYADI)	50,00
9	Tchibanga-Moulengui Bindza	Pk50 (village BAYADI)-Pk100 (Moulengui Bindza)	50,00
10	Makokou-Mouniangui	Pk0-Pk42 (village EKOBAKOBA)	42,00
11	Makokou-Mouniangui	Pk42 (village EKOBAKOBA)-Pk82 (village HEINDJE)	40,00
12	Makokou-Mouniangui	Pk82 (village HEINDJE)- Pk122 (village ZAKATA)	40,00
13	Makokou-Mouniangui	Pk122 (village ZAKATA)- Pk160 (village TEBE)	38,00
14	Mouila-Pouvi-Ndanda-Divindé	Pk0+00-Pk30	30,00
15	Koulamoutou-Baniati	Pk0+00-Pk48	48,00

Une entreprise peut soumissionner pour un (1) ou plusieurs lots. Dans le cas où elle soumissionne pour plusieurs lots, elle devra présenter une offre séparée pour chaque lot en termes de personnel, de matériel, de capacité de financement et de logistique sous peine de rejet. Une seule entreprise ne peut être attributaire de plus d'un (01) lot. Le marché sera attribué lot par lot.

### 3 PARTICIPATION

Sont admis à concourir, tous les soumissionnaires non concernés par les mesures d'exclusion et d'incapacité de l'article 93 du décret n°00027/PR/MEPPDD du 17 janvier 2018 portant Code des Marchés Publics.

### 4 CRITERES DE QUALIFICATION

En application des dispositions des articles 89 à 92 du code des marchés publics, les soumissionnaires doivent justifier aux fins d'attribution du marché, de leurs capacités juridiques, techniques et financières.

### 5 RETRAIT DES DOSSIERS ET RENSEIGNEMENTS

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à l'adresse ci-dessous contre paiement au Trésor Public d'un montant non remboursable de 200 000 FCFA. Ce paiement se fait sur présentation d'un Ordre de Recette délivré par la Direction Générale des Marchés Publics. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir des renseignements

dispositions de l'article 106 du code des marchés publics. Par dérogation aux dispositions de l'article 99 du Code des Marchés Publics, les entreprises bénéficiant de l'agrément PME ayant aux plus cinq ans d'existence ne sont pas soumises à l'obligation de garantie.

Le Directeur Général  
des Marchés Publics

Commissaire Général SYLVIE NGUEMBHYT

16	Koulamoutou-Pana-Dienga-Lémanassa	Pk0-Pk40 (fin village LEMENGUE)	40,00
17		Pk40 (fin village LEMENGUE)-Pk80 (rivière Petit MINDJI)	40,00
18		Pk80 (rivière petite MINDJI)- Pk120 (rivière LEYOU)	40,00
19		Pk120 (rivière LEYOU)-Pk165 (carrefour LEMANASSA)	45,00
20	Ndougou-Mbari	Pk0-Pk27 (carrefour NGANDA)	27,00
21	Ndougou-Mbari	Pk27 (carrefour NGANDA)-Pk66 (rivière MBARI)	39,00
22	Medouneu-Mela	Pk0-Pk30 (village NZOGUEBOT)	30,00
23	Medouneu-Mela	Pk30 (village NZOGUEBOT)-Pk45/Pk85 (village NKAN)-Pk100 (village MELA)	30,00
24	Nkolmegoua-Ebomane	Pk0-Pk42 (village OFFOS)	42,00
25	Nkolmegoua-Ebomane	Pk42 (village OFFOS)-Pk83 (carrefour EBOMANE)	41,00
26	Bitam- Okok-Meloh	Pk0-Pk43 (village Méloh)	43,00
27	Bitam-Aloum-Méyo Kyé	Pk0 -Pk34	32,00
28	Méyo Kyé-Eboro	Pk0-Pk23 (Eboro)	23,00
29	Akiéni-Onga	Pk0-Pk31 (village Okouya)	31,00
30	Akiéni-Onga	Pk31 -Pk60 (village Ayogo)	29,00
31	Akiéni-Onga	Pk60-Pk84 (village Onga)	24,00
32	Alanga-Aboumi	Pk0-Pk35 (village Moyole)	35,00
33	Alanga-Aboumi	Pk35 (village Moyole)-Pk65 (village Aboumi)	30,00

### 8. OUVERTURE DES PLIS

Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents, le 21 août 2024 à 12 heures dans la salle de réunion du ministère.

Le Ministre des Travaux Publics

GI. Flavien NZENGUI NZOUNDOU



## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

Date de lancement : 26 juillet 2024  
 Appels d'Offres : N°019/MTP/ERNR/DGERA/2024 ;  
 Nom du projet : Travaux de rechargement général et de réfection des ouvrages des routes non revêtues.  
 Source de financement : Etat Gabonais, programme 71.960, exercice 2024.

### 1. OBJET

Le Ministère des Travaux Publics lance un avis d'appel d'offres ouvert national pour la réalisation des travaux de Rechargement Général et de Réfection des Ouvrages des routes non revêtues.

### 2. ALLOTISSEMENT

Ces travaux sont répartis en onze (11) lots suivants :

Une entreprise peut soumissionner pour un (1) ou plusieurs lots. Dans le cas où elle soumissionne pour plusieurs lots, elle devra présenter une offre séparée pour chaque lot en termes de personnel, de matériel, de capacité de financement et de logistique sous peine de rejet. Les marchés seront attribués lot par lot. Une seule entreprise ne peut être attributaire de plus d'un (01) lot.

### 3. PARTICIPATION

Sont admis à concourir, tous les soumissionnaires non concernés par les mesures d'exclusion et d'incapacité de l'article 93 du décret n°00027/PR/MEPPDD du 17 janvier 2018 portant Code des Marchés Publics.

### 4. CRITERES DE QUALIFICATION

En application des dispositions des articles 89 à 92 du code des marchés publics, les soumissionnaires doivent justifier aux fins d'attribution du

marché, de leurs capacités juridiques, techniques et financières.

### 5. RETRAIT DES DOSSIERS ET RENSEIGNEMENTS

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à l'adresse ci-dessous contre paiement au Trésor Public d'un montant non remboursable de 200 000 FCFA. Ce paiement se fait sur présentation d'un Ordre de Recette délivré par la Direction Générale des Marchés Publics. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir des renseignements complémentaires à l'adresse ci-dessous :

N° lot	Itinéraire	Section	Linéaire (Km)
1	Route Malibé 2	Pk0-Pk15	15,00
2	Route Bolokoboué	Pk0-Pk12	12,00
3	Route Matoto-Tchad	Pk0-Pk17	17,00
4	Route Benguié-Makouké	Pk0-Pk12	12,00
5	Route Moabi-Mandilou-Nguenda	Pk0-Pk30	30,00
6	Route Moabi-Nyanga Youngou	Pk0-Pk36+600	36,60
7	Route Mandilou-Dikoulou	Pk0-Pk30+300	30,30
8	Tchibanga-Bac Moukalaba	Pk0-Pk32	32,00
9	Route Mbadi- Nyanga Youngou	Pk0-Pk26	26,00
10	Route Bindoumes-sang-Alène-Akam Effack	Pk0-Pk25	25,00
11	Route Alène-Angozock-Oyem Essabeigne- Akam Essatouck	Pk0-Pk28	28,00

Ministère des Travaux Publics

-----  
 Secrétariat Général  
 -----

Direction de l'Entretien des Routes et Aérodrômes  
 4<sup>e</sup> étage, ancien bâtiment du Ministère, porte 405  
 Tel : 077 45 35 15

Le Dossier d'Appel d'Offres peut également être consulté sur le site Internet de la Direction Générale des Marchés Publics <https://www.lejmp.ga>.

### 6. CRITERES D'EVALUATION

Les offres seront évaluées conformément aux dispositions de l'article 31 des Instructions aux soumissionnaires du Dossier d'Appel d'Offres.

### 7. DEPOT DES OFFRES ET GARANTIE DE SOUMISSION

Les offres doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 19 août 2024 à 12 H 30 minutes et être accompagnées d'une garantie de soumission d'un

montant équivalent à 1% du montant de l'offre hors taxes.  
 Ministère des Travaux Publics

-----  
 Secrétariat Général  
 -----

Direction des Marchés et du Contentieux  
 2<sup>e</sup> étage, ancien bâtiment du Ministère, porte 224  
 BP 49 Tél : 011 77 37 50

A compter de cette date, ces offres resteront valables 120 jours conformément aux dispositions de l'article 106 du code des marchés publics.

Par dérogation aux dispositions de l'article 99 du Code des Marchés Publics, les entreprises bénéficiant de l'agrément PME ayant aux plus cinq ans d'existence ne sont pas soumises à l'obligation de garantie.

### 8. OUVERTURE DES PLIS

Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents, le 19 août 2024 à 13 heures dans la salle de réunion du ministère.

**Le Directeur Général  
 des Marchés Publics**

  
 Commissaire Général **Sylvain NGUEMBHYT**

**Le Ministre des Travaux Publics**

  
**Flavian NZENGUI NZOUNDOU**



# AVIS D'APPELS D'OFFRES

## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

### AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

Date de lancement : 12 juillet 2024  
 Appel d'offres : N°016/MTP/DGCE/ELEC-AKN/2024  
 Nom du projet : Travaux d'Alimentation en Electricité à la Subdivision des Travaux Publics d'Akiéni  
 Source de financement : Etat Gabonais

#### 1. OBJET

Dans le cadre du projet de « Réhabilitation des subdivisions des TP » inscrit au budget de l'Etat, exercice 2024, le Ministère des Travaux Publics lance un appel d'offres ouvert national pour l'exécution des travaux d'alimentation en électricité à la Subdivision d'Akiéni.

#### 2. ALLOTISSEMENT

Le présent appel d'offres ouvert national est constitué d'un (1) lot unique.

#### 3. PARTICIPATION

Sont admis à concourir, tous les soumissionnaires non concernés par les mesures d'exclusion et d'incapacité de l'article 93 du décret n° 00027/PR/MEPPDD du 17 janvier 2018 portant code des marchés publics.

#### 4. CRITERES DE QUALIFICATION

PROVINCE	UNITE TERRITORIALE	BESOIN EXPRIME
HAUT OGOOUE	SUBDIVISION D'AKIENI	ALIMENTATION D'ELECTRICITE A LA SUBDIVISION

En application des dispositions des articles 89 à 92 du code des marchés publics, les soumissionnaires doivent justifier aux fins d'attribution du marché, de leurs capacités juridiques, techniques et financières.

Les soumissionnaires sont tenus de fournir à la Direction Générale des Marchés Publics, la liste de leurs bénéficiaires effectifs, contre délivrance d'un accusé de réception à joindre dans l'offre conformément aux dispositions de l'arrêté N°032-22/MER/MBCP du 17 juin 2022 fixant les modalités de collecte des données personnelles auprès des bénéficiaires effectifs des entreprises soumissionnaires des marchés publics et de publication en ligne pour les entreprises titulaires.

#### 1. RETRAIT DES DOSSIERS ET RENSEIGNEMENTS

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à l'adresse ci-dessous contre paiement au Trésor Public d'un montant non remboursable de 200 000 FCFA. Ce paiement se fait sur présentation d'un Ordre de Recette délivré par la Direction Générale des Marchés Publics.

Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir des

Le Directeur Général  
des Marchés Publics

Commissaire Général Sylvie NGUEMBHYT

renseignements complémentaires à l'adresse ci-dessous :

Ministère des Travaux Publics

Secrétariat Général

Direction Générale de la Construction et de l'Équipement

Direction de l'Entretien des Équipements Collectifs

2è étage, Ancien Bâtiment des Travaux Publics

BP : 49 Libreville, Tel : 077 32 05 44

#### 6. CRITERES D'EVALUATION

Les offres seront évaluées conformément aux dispositions de la clause 5.2.1 des Données Particulières d'Appel d'Offres (DPAO) du Dossier d'Appel d'Offres.

#### 7. DEPOT DES OFFRES ET GARANTIE DE SOUMISSION

Les offres doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous et être accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant équivalent à 1% du montant HT de l'offre au plus tard le 20 août 2024 à 12 heures 30 minutes.

Ministère des Travaux Publics

Secrétariat Général

Direction des Marchés et du Contentieux

2è étage, Ancien Bâtiment des Travaux Publics

BP : 49 Libreville, Tel : 011 77 37 50

A compter de cette date, ces offres resteront valables 120 jours conformément aux dispositions de l'article 106 du code des marchés publics.

Par dérogation aux dispositions de l'article 99 du Code des Marchés Publics, les entreprises bénéficiant de l'agrément PME ayant au plus cinq ans d'existence ne sont pas soumises à l'obligation de garantie.

#### 8. OUVERTURE DES PLIS

Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents, le 20 août 2024 à 13 heures dans la salle de réunion du Ministère sise au 1<sup>er</sup> étage du Bâtiment Principal du Ministère des Travaux Publics.

Le Ministre des Travaux Publics

Gl. Flavién NZENGUI NZOUNDOU

## MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PÊCHE

### AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL (MARCHES RESERVES AUX PME GABONAISES)

Date de lancement : 29 juillet 2024  
 Appel d'offres : N°001/MAEP/EQUIPEMENT/REMAGA-LGA/2024  
 Nom du projet : Equipement du réseau d'épidémiosurveillance et lutte contre la grippe aviaire  
 Source de financement : Etat gabonais, Exercice 2024.

#### 1. OBJET

Dans le cadre de l'équipement du réseau d'épidémiosurveillance et de la lutte contre la grippe aviaire inscrits au budget de l'Etat, exercice 2024, le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche lance un appel d'offres ouvert national pour l'exécution des travaux de réhabilitation du laboratoire vétérinaire national.

#### 2. ALLOTISSEMENT

Le présent appel d'offres est constitué d'un lot unique et indivisible.

#### 3. PARTICIPATION

Sont admis à concourir, tous les soumissionnaires :

☑ Agréés conformément aux dispositions de la loi N° 008/2018 du 08/02/2019 portant orientation de la politique nationale de la promotion des Petites et Moyennes Entreprises ;

☑ Non concernés par les mesures d'exclusion et d'incapacité de l'article 93 du décret n° 00027/PR/MEPPDD du 17 janvier 2018 portant code des marchés publics ; et

☑ Remplissant les conditions de l'article 3 du décret n°0053/PR/MEP du 21 novembre 2023 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n°00027/PR/MEPPDD du 17 janvier 2018 portant Code des Marchés Publics.

#### CRITERES DE QUALIFICATION

En application des dispositions des articles 89 à 92 du code des marchés publics, les soumissionnaires doivent justifier aux fins d'attribution du marché, de leurs capacités juridiques, techniques et financières.

Les soumissionnaires sont tenus de fournir, à la Direction Générale des Marchés Publics, la liste de leurs bénéficiaires effectifs, contre délivrance d'un accusé de réception à joindre dans l'offre, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°032-22/MER/MBCP du 17 juin 2022 fixant les modalités de collecte des données personnelles auprès des bénéficiaires effectifs des entreprises soumissionnaires des marchés publics et de publication en ligne pour les entreprises titulaires.

#### 5. RETRAIT DES DOSSIERS ET RENSEIGNEMENTS

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à l'adresse

Le Directeur Général de l'Élevage

Jean Jacques MOUYABI

ci-dessous contre paiement au Trésor Public d'un montant non remboursable de 100 000 F CFA.

Ce paiement se fera sur présentation d'un Ordre de Recette délivré par la Direction Générale des Marchés Publics.

Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir des informations et prendre connaissance des documents d'Appel d'Offres à la même adresse :

Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche

Secrétariat Général

Avenue Félix Eboué-Immeuble Ancienne Primature

Tel (214) 011 76 29 43 B.P. :551 Libreville/Gabon

Le Dossier d'Appel d'Offres peut également être consulté sur le site Internet de la Direction Générale des Marchés Publics <https://www.lejmp.ga>.

#### 6. CRITERES D'EVALUATION

Les offres seront évaluées conformément aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres.

#### 7. DEPOT DES OFFRES ET GARANTIE DE SOUMISSION

Les offres doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessus au plus tard le lundi 02 septembre 2024 à 10h00 et être accompagnées d'une déclaration sur l'honneur attestant le respect des engagements résultants de la soumission et de l'attribution du marché.

A compter de cette date, ces offres resteront valables 120 jours conformément aux dispositions de l'article 106 du code des marchés publics.

Par dérogation aux dispositions de l'article 99 du Code des Marchés Publics, les entreprises bénéficiant de l'agrément PME et ayant au plus cinq ans d'existence, ne sont pas soumises à l'obligation de garantie de soumission

#### 8. OUVERTURE DES PLIS

Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents, le Lundi 02 septembre 2024 à partir de 11h00 dans la salle de réunion du secrétariat Général du Ministère sise Avenue Félix Eboué-Immeuble Ancienne Primature.

Le Directeur Général  
des Marchés Publics

Commissaire Général Sylvie NGUEMBHYT



# RÉSULTATS D'APPELS D'OFFRES

(Echantillon)

## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

Appel d'Offres ouvert national : N°002/MTP/SG/DGCE/CONTROLE/TRAVAUX/2024

Objet : Recrutement d'un bureau d'études en vue de la réalisation du contrôle des travaux de calibrage de l'aval du bassin versant de Nzeng Ayong et, d'aménagement de la zone de relogement de Bambouchine

N° Lot	OBJET DU MARCHE	ATTRIBUTAIRE	MONTANT (FCFA TTC)
Lot unique	Recrutement d'un bureau d'études en vue de la réalisation du contrôle des travaux de calibrage de l'aval du bassin versant de Nzeng Ayong et, d'aménagement de la zone de relogement de Bambouchine.	SOCIETE POLYTECH BTP	152 220 000
Montant Total			152 220 000

Appel d'Offres ouvert national : N° 003/MTP/SG/DGCE/DA/2024

Objet : Réalisation des travaux d'aménagement de la zone de relogement de Bambouchine dans le cadre du projet « Aménagement du Bassin versant de Nzeng Ayong ».

N° Lot	OBJET DU MARCHE	ATTRIBUTAIRE	MONTANT (FCFA TTC)
Lot unique	Réalisation des travaux d'aménagement de la zone de relogement de Bambouchine dans le cadre du projet « Aménagement du Bassin Versant de Nzeng Ayong ».	SOCIETE EGCB GABON	510 510 000
Montant Total			510 510 000

## MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

Appel d'Offres ouvert national : N° 01/MERH/SG/DGEAU/DHR/MAI/2024

(MARCHES RESERVES AUX PME GABONAISES)

Nom du projet : Réhabilitation de 600 points d'eau.

N° lot	OBJET DU MARCHE	ATTRIBUTAIRE	MONTANT (FCFA TTC)
1	Réhabilitation de 25 points d'eau dans les départements du Komo-Mondah et de la Noya	BE FOR YOU	79 753 688

N° lot	OBJET DU MARCHE	ATTRIBUTAIRE	MONTANT (FCFA TTC)
2	Réhabilitation de 24 points d'eau dans les départements du Komo-Kango et de la Ndougou	TGA	80 230 518
3	Réhabilitation de 21 points d'eau dans les départements de l' Abanga-Bigné	OLD BTP	89 889 571
4	Réhabilitation de 22 points d'eau dans les départements de l'Ogooué et Lacs	BMEC	73 601 724
Montant Total			323 475 501

## MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

Appel d'Offres restreint : n° 01/MAEP/SG/DG/2024

Objet : Etudes d'impact environnemental préalable à la construction des quais des centres de pêches de Mouila, Franceville et Cocobeach.

N° lot	OBJET DU MARCHE	ATTRIBUTAIRE	MONTANT (FCFA TTC)
1	Etude d'impact environnemental préalable à la construction du quai de pêche de Cocobeach	GEO THEM	24 280 718
2	Etude d'impact environnemental préalable à la construction du quai de pêche de Franceville	EASYMANAGEMENT	27 572 300
3	Etude d'impact environnemental préalable à la construction du quai de pêche de Mouila	EASYMANAGEMENT	26 882 100
Montant Total			78 735 118

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES PARTICIPATIONS

Appel d'Offres ouvert national : n° 07/MEP/CD/2024

Objet : Renouvellement des assurances.

N° lot	OBJET DU MARCHE	ATTRIBUTAIRE	MONTANT (FCFA TTC)
Lot unique	Renouvellement des assurances	ASCOMA GABON	154 009 385
	Acquisition des fournitures de bureaux	GABON MECA	73 040 944
Montant Total			227 050 329



# RÉSULTATS D'APPELS D'OFFRES

(Echantillon)

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX

Appel d'Offres restreint : n° 01/alimentation des détenus/prison centrale de Libreville/2024-2026

Objet : Fourniture des produits alimentaires destinés aux détenus des prisons et aux personnels de surveillance, au titre des exercices budgétaires 2024-2025 et 2026.

N° lot	OBJET DU MARCHÉ	ATTRIBUTAIRE	MONTANT (FCFA TTC)
1	Volaille	HAMRA GABON	1 587 600 000
2	Poisson		754 200 000
3	Viande		642 600 000
4	Riz		948 150 000
5	Conserves		425 391 000
Montant Total			4 357 941 000

Appel d'Offres restreint : n° 02/alimentation des détenus/prison centrale de Franceville/2024-2026

Objet : Fourniture des produits alimentaires destinés aux détenus des prisons et aux personnels de surveillance, au titre des exercices budgétaires 2024-2025 et 2026.

N° lot	OBJET DU MARCHÉ	ATTRIBUTAIRE	MONTANT (FCFA TTC)
1	Volaille	LOULOU GEL	147 000 000
2	Poisson		167 500 000
3	Viande		97 600 000
4	Riz		75 480 000
5	Conserves		23 000 000
Montant Total			510 580 000

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE CHARGE DE LA FORMATION CIVIQUE

Appel d'Offres ouvert international : N° 01/UPG-PISE/2024

Objet : Travaux de construction, de réhabilitation et d'extension des établissements scolaires de Port Gentil.

N° lot	OBJET DU MARCHÉ	ATTRIBUTAIRE	MONTANT (FCFA TTC)
1	Travaux de réhabilitation et d'extension du Collège d'Enseignement Secondaire (CES) de Bac Aviation	SOCOMO	2 614 285 689
2	Travaux de construction d'un complexe scolaire (EP+CES) à Tchingué Dorade	Groupement DAMAS/SNEF	4 997 950 337

N° lot	OBJET DU MARCHÉ	ATTRIBUTAIRE	MONTANT (FCFA TTC)
3	Travaux de construction d'un complexe scolaire (EPP+EP) à Henri Clément	BATIS GABON	2 075 660 083
4	Travaux de réhabilitation et d'extension de l'école primaire (EP) de Roger Butin et du Collège d'Enseignement Secondaire (CES) du Parc	BATIS GABON	3 690 986 841
5	Travaux de construction du Collège d'Enseignement Secondaire (CES) sur le site Halte-Garderie	GROUPEMENT DIRECT SERVICES/TECH INGENIERING	2 498 000 521
Montant Total			15 876 883 471

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ

(PROJET D'APPUI AU SECTEUR DE LA SANTÉ)

Appel d'Offres ouvert national : N° 03/MSAS/PASS 2/2023

Objet : fourniture de mobilier non médical au Ministère de la Santé.

N° lot	OBJET DU MARCHÉ	ATTRIBUTAIRE	MONTANT (FCFA HT)
1	Zone Sud-Est : Fourniture de mobiliers non médicaux pour les centres hospitaliers de Léconi et Okondja	GORILLA	58 320 000
2	Zone Sud-Ouest : Fourniture de mobiliers non médicaux pour les centres hospitaliers de Fougamou et Ndendé	SBME	55 518 000
3	Zone Nord-Est : Fourniture de mobiliers non médicaux pour les centres hospitaliers de Mitzic, Ovan et du Centre de de santé de Mvadi	KR BTP	85 740 000

Appel d'Offres international : N° 05/MSAS/PASS 2/2023

Nom du projet : fourniture des équipements biomédicaux.

N° lot	OBJET DU MARCHÉ	ATTRIBUTAIRE	MONTANT (FCFA HT)
Lot unique	Fourniture, installation, formation et la mise en service des équipements biomédicaux des quatre centres hospitaliers régionaux du Ministère de la Santé (Franceville, Mouila, Makokou et Oyem).	FSE GROUP	1 780 872 277
Montant Total			1 780 872 277



# RÉSULTATS D'APPELS D'OFFRES

(Echantillon)

## GABON POWER COMPANY (GPC)

Appel d'Offres restreint national : N° DAO/MYB/001

Objet : Travaux d'aménagement des voiries et réseaux divers de la centrale thermique de Mayumba.

N° lot	OBJET DU MARCHÉ	ATTRIBUTAIRE	MONTANT (FCFA HT)
Lot unique	Travaux d'aménagement des voiries et réseaux divers de la centrale thermique de Mayumba	NUEZ ET FILS	449 962 604
Montant Total			449 962 604

## MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE (DELEGUE SPECIAL DE LA COMMUNE DE LIBREVILLE)

Appel d'Offres ouvert national : N°001-AOO/2024/PE/CL/DGF/TVX DE REHABILITATION

Objet : Travaux de réhabilitation des bâtiments administratifs

N° lot	OBJET DU MARCHÉ	ATTRIBUTAIRE	MONTANT
Lot 1	Travaux d'étanchéité du bâtiment principal de l'Hôtel de Ville	SPC BTP	13 458 900
Lot 2	Travaux de réfection du bâtiment R+1 de la Base Voirie	SPC BTP	16 579 080
		ESPACE BATIMENT	30 575 265
		BCGT	49 684 880
		DO BTP	100 037 421
Montant Total			210 335 546

Appel d'Offres national : n°006-AOO/2024/PE/CL/DGF/ENTRETIEN BATIMENT

Nom du projet : Entretien du bâtiment abritant les services de l'Hôtel de ville

N° lot	OBJET DU MARCHÉ	ATTRIBUTAIRE	MONTANT (FCFA HT)
Lot unique	Entretien du bâtiment abritant les services de l'Hôtel de ville	AEROCLEAN SERVICES	64 188 600
Montant Total			64 188 600

Appel d'Offres national : n°001-AOR/2024/PE/CL/SG/DGF/SECURISATION DES BATIMENTS

Nom du projet : Sécurisation des bâtiments administratifs

N° lot	OBJET DU MARCHÉ	ATTRIBUTAIRE	MONTANT (FCFA HT)
Lot unique	Entretien du bâtiment abritant les services de l'Hôtel de ville	AEROCLEAN SERVICES	64 188 600
Montant Total			64 188 600

Appel d'Offres national : N°002-AOO/2024/PE/CL/DGF/NETTOYAGE DES PLAGES

Nom du projet : Nettoyage des plages

N° lot	OBJET DU MARCHÉ	ATTRIBUTAIRE	MONTANT (FCFA HT)
Lot unique	Nettoyage des plages	BATI CONFORT	112 876 686
Montant Total			112 876 686

## MINISTÈRE DES EAUX ET FORÊTS

(ECOLE NATIONALE DES EAUX ET FORÊTS)

Appel d'Offres ouvert national : N°001/AOO/MEF/ENEF/2024

Objet : Travaux de construction d'un amphithéâtre et d'un dortoir

N° lot	OBJET DU MARCHÉ	ATTRIBUTAIRE	MONTANT
Lot 1	Construction d'un amphithéâtre	MAF PLUS	480 747 331
Lot 2	Construction d'un dortoir de 60 chambres (R+1)	Infructueux	
Montant Total			480 747 331

## MINISTÈRE DES TRANSPORTS, DE LA MARINE MARCHANDE ET DE LA MER

(OFFICE NATIONAL DE LA SURETE ET DE LA FACILITATION  
DES AEROPORTS DU GABON)

Appel d'Offres ouvert national : N°01/MTMMM/ONSFAG/DG/2024

Nom du projet : Fourniture et installation des équipements de vidéo surveillance aux aéroports de Port Gentil et Mvengué

N° lot	OBJET DU MARCHÉ	ATTRIBUTAIRE	MONTANT (FCFA HT)
1	Fourniture et installation des équipements de vidéo surveillance à l'aéroport de Port-Gentil	TIGER ELECTRONIQUE	46 018 907
2	Fourniture et installation des équipements de vidéo surveillance à l'aéroport de Mvengué		42 210 907
Montant Total			88 229 814



MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS					
N°	Autorité contractante	Objet	Mode de passation	Entreprise titulaire	Montant TTC
1	Ministère des Travaux Publics	Travaux d'achèvement de l'aménagement de la route Moanda-Bakoumba (30 Km) et aménagement complémentaire de la traversée de la ville de Bakoumba (3,4 km)	Entente directe	SINOHYDRO CORPORATION LTD	19 254 948 653
2	Projet d'Appui au Secteur des Infrastructures au Gabon Phase 1 (PASIG-1)	Acquisition du matériel roulant de l'organe d'exécution du projet	Appel d'offres restreint	TOYOTA GABON	104 621 849
3	Ministère des Travaux Publics	Contrôle et surveillance de l'achèvement des travaux d'aménagement de la route Moanda-Bakoumba et de l'aménagement complémentaire de la traversée de la ville de Bakoumba	Appel d'offres restreint	S2+ BTP SASU	575 603 000
4	Ministère des Travaux Publics	Fourniture des équipements «lits en bois durs, matelas 1 place, placards en bois durs, bureaux et chaises assortis, emballage et transport (367)» au Campus de l'Université Omar BONGO (UOB)	Entente directe	USEGACO	173 722 282
5	Ministère des Travaux Publics	Travaux de pavage de la route Eglise Saint-Michel MISSANGA - Carrefour TP BIGOMA, section Fin goudron marché-PK1+500 (900ml)	Appel d'offres ouvert	Groupe GCERAS	717 744 365
6	Ministère des Travaux Publics	Travaux de pavage de la route Saint-Michel MISSANGA - Carrefour TP BIGOMA, section Eglise Saint Michel (RN2)-Fin goudron marché (600ml)	Appel d'offres ouvert	MJA	493 506 155
7	Ministère des Travaux Publics	Travaux de réhabilitation de l'axe routier Alembé-Carrefour Leroy-Mikouyi-Lastourville (311km), section Pont Ngolo-Lopé-Kazamabika (62,5Km) lot n°2	Entente directe	SAMA BTP	1 391 879 930
8	Ministère des Travaux Publics	Travaux de réhabilitation de l'axe routier Alembé-Carrefour Leroy-Mikouyi-Lastourville (311km), section Kazamabika-Carrefour Leroy (45Km) lot n°3	Entente directe	LE ROI DES CHANTIERS	1 339 377 030
9	Ministère des Travaux Publics	Contrôle et surveillance des travaux de construction de trois (03) passerelles dans le Grand Libreville.	Appel d'offres restreint	INGENIERIE MULTI SERVICES (IMS)	229 670 000
10	Ministère des Travaux Publics	Contrôle et surveillance des travaux de construction du nouveau pont d'Ebel ABANGA	Appel d'offres restreint	AFRIKA TECH	808 399 130
11	Ministère des Travaux Publics	Mission de contrôle technique des travaux de construction de la route Forasol-Mbega à Port-Gentil	Appel d'offres restreint	CIRA-SAS	202 276 184

N°	Autorité contractante	Objet	Mode de passation	Entreprise titulaire	Montant TTC
12	Ministère des Travaux Publics	Travaux de réfection d'ouvrages hydrauliques, rivière EKOULA à NGOUONI, route KELLE-AKIENI, PK15 et PK15+100	Entente directe	SOCOBA EDTPL	543 547 504
13	Ministère des Travaux Publics	Travaux de réfection des ouvrages provisoires sur l'axe routier Makokou-Ovan aux PK18 et PK28	Entente directe	SAMA BTP	195 305 180
14	Fonds Autonome National d'Entretien Routier	Travaux de câblage informatique, énergie, vidéosurveillance (lot 2), câblage et équipement téléphonique et alarme (lot 3) et équipement incendie du FANER (lot 4)	Appel d'offres ouvert National	TIGER ELECTRONIQUE	77 073 528
15	Ministère des Travaux Publics	Travaux de réhabilitation de l'axe routier Alembé-Carrefour Leroy-Mikouyi-Lastourville (311km), section Carrefour Leroy-Wouboué (52 Km) lot n°4	Entente directe	MORGAN BTP	1 819 947 920
16	Fonds Autonome National d'Entretien Routier	Acquisition de six (06) véhicules administratifs du FANER	Entente directe	TOYOTA GABON	211 200 000
17	Fonds Autonome National d'Entretien Routier	Acquisition de deux (02) véhicules administratifs pour le Ministère des Travaux Publics par le FANER.	Entente directe	TOYOTA GABON	73 200 000
18	Ministère des Travaux Publics	Traitement des érosions régressives en vue du rétablissement de la circulation sur la route AKIENI-ONGA, entre le PK0 et le PK20	Entente directe	ADN ENGINEERING	512 812 839
19	Fonds Autonome National d'Entretien Routier	Acquisition de quatre (4) engins supplémentaires pour le Ministère des Travaux Publics par le FANER	Entente directe	TRACTAFRIC EQUIPEMENT GABON	647 539 218
20	Ministère des Travaux Publics	Travaux de réhabilitation des bâtiments à l'USTM lot n°9 «Bloc Résidence Universitaire 1: F1; F2; M1; M2»	Entente directe	SOCIETE AUDREY	597 135 948
21	Ministère des Travaux Publics	Travaux de réhabilitation des bâtiments à l'USTM lot n°2 «Amphithéâtre PM070 et Bloc Génie Mécanique» lot n°12 «Bloc Résidence Universitaire (Cité Annexe)»	Entente directe	GROUPE CONCEPT	893 088 733
22	Ministère des Travaux Publics	Travaux de réhabilitation des bâtiments à l'USTM lot n°8 «Bloc CNOU: Restaurant Universitaire, Centre Médical»	Entente directe	BT SERVICES	508 669 487
23	Ministère des Travaux Publics	Travaux de réhabilitation des bâtiments à l'USTM lot n°5 «Bloc INSAB: Salles de classes, salles de dessin, Ateliers, Laboratoires, Couloirs, WC, Administration INSAB»	Entente directe	GUIMBOUNDA	425 523 383



N°	Autorité contractante	Objet	Mode de passation	Entreprise titulaire	Montant TTC
24	Ministère des Travaux Publics	Contrôle et surveillance des travaux de réhabilitation Lot n°1, Lot n°2 et Lot n°3 à l'Université des Sciences et Techniques de Masuku (USTM)	Entente directe	AFRICAN CONTROL ET INSPECTION	192 063 513
25	Ministère des Travaux Publics	Contrôle et surveillance des travaux de réhabilitation Lot n°13 et Lot n°14 à l'Université des Sciences et Techniques de Masuku (USTM)	Entente directe	PNL BV INGENIERIE	86 300 000
26	Fonds Autonome National d'Entretien Routier	Acquisition de deux (2) tractopelles pour le Ministère des TP par le FANER	Entente directe	TRACTAFRIC EQUIPEMENT GABON	140 420 000
27	Ministère des Travaux Publics	Travaux de réhabilitation Entrée Restaurant Bantu vers le Complexe Michel Marine	Entente directe	SABA	300 698 720
28	Ministère des Travaux Publics	Travaux de construction d'un mur de soutènement au PK10 Nyali	Entente directe	SABA	138 689 045
29	Ministère des Travaux Publics	Travaux de rechargement de la route Makokou-Tébé (165km)	Entente directe	COREMAT	6 048 175 000
30	Ministère des Travaux Publics	Travaux de rechargement de la route Okondja-Tébé (96km)	Entente directe	COREMAT	3 596 775 000
31	Ministère des Travaux Publics	Remise en état et entretien du système de communication via les réseaux radio UHF/VHF et HF/BLU	Entente directe	NEXT TECHNOLOGIES S.A	200 000 000
32	Fonds Autonome National d'Entretien Routier	Acquisition de ponts métalliques de secours pour le Ministère des Travaux Publics par le FANER	Entente directe	MATIERE	1 190 000 000
MONTANT TOTAL				33 689 913 596	

### MINISTÈRE DE LA SANTÉ

N°	Autorité contractante	Objet	Mode de passation	Entreprise titulaire	Montant TTC
1	Centre Hospitalier Universitaire d'Owendo	Alimentation des patients hospitalisés du CHUO	Appel d'offres ouvert National	LYNE GABON	361 227 000
2	Centre Hospitalier Universitaire d'Owendo	Acquisition d'un automate de biochimie et réactifs	Appel d'offres ouvert National	MEDILAB	46 475 770
3	Centre Hospitalier Universitaire d'Owendo	Réactifs et consommables de laboratoires (sérologie-immunologie)	Appel d'offres ouvert National	MEDEQUIP	82 214 044

N°	Autorité contractante	Objet	Mode de passation	Entreprise titulaire	Montant TTC
4	Centre Hospitalier Universitaire d'Owendo	Acquisition d'une unité de bactériologie centrale et réactifs	Appel d'offres ouvert National	MEDILAB	53 289 866
5	Centre Hospitalier Universitaire d'Owendo	Réactifs et consommables de laboratoires (biochimie-hématologie)	Appel d'offres ouvert National	MEDEQUIP	80 590 253
6	Centre Hospitalier Universitaire d'Owendo	Contrat de maintenance préventive et curative du scanner et des équipements Philips de radiologie	Entente directe	MONITORING RADIOLOGY SYSTEMS (MRS)	68 000 000
7	Centre Hospitalier Universitaire d'Owendo	Acquisition d'équipements d'ophtalmologie PHACO	Appel d'offres ouvert National	MEDEQUIP	28 000 000
8	Centre Hospitalier Universitaire d'Owendo	Fourniture, installation et maintenance de deux (02) groupes électrogènes	Entente directe	TRACTAFRIC GABON	296 479 266
9	Centre Hospitalier Universitaire d'Owendo	Achat de fournitures informatiques	Appel d'offres ouvert National	LEONAURE NEW SERVICES	68 007 047
10	Centre Hospitalier Universitaire d'Owendo	Acquisition des équipements d'ORL	Appel d'offres ouvert National	ARCHEMIA	38 199 965
11	Centre Hospitalier Universitaire d'Owendo	Acquisition d'un automate d'hémoculture et des réactifs	Appel d'offres ouvert National	ESTTM&CO	32 185 930
12	Centre Hospitalier Universitaire d'Owendo	Contrat de fourniture de logiciel VEPRO de radiologie	Entente directe	MONITORING RADIOLOGY SYSTEMS (MRS)	46 000 000
13	Centre Hospitalier Universitaire d'Owendo	maintenance préventive et curative des équipements d'anesthésie-réanimation	Appel d'offres ouvert National	ESTTM&CO	41 225 170
14	Office Pharmaceutique National	Fournitures des gazes, coton, pansements, adhésifs, gants et sondes	Appel d'offres restreint	MATERIEL CONSOMMABLES TECHNIQUES	92 517 500
15	Office Pharmaceutique National	Fourniture de médicaments injectables et autres	Appel d'offres restreint	MEDNEXT BIOTECH LIMITED	171 136 995
16	Office Pharmaceutique National	Fourniture des électrolytes et glucoses	Appel d'offres restreint	MULTI-G BVBA	237 128 455
17	Office Pharmaceutique National	Fourniture de médicaments oraux	Appel d'offres restreint	MEDNEXT BIOTECH LIMITED	58 361 956



# MARCHÉS APPROUVÉS

(Echantillon)

N°	Autorité contractante	Objet	Mode de passation	Entreprise titulaire	Montant TTC
18	Projet d'Appui au Secteur Santé phase 2	Fourniture des extincteurs au Ministère de la Santé destiné aux structures de santé de Léconi, Okondja, Fougamou, Ndendé, Ovan, Mvadi, Mitzic et Medouneu.	Appel d'offres ouvert National	KR-BTP	31 992 550
19	Projet d'Appui au Secteur Santé phase 2	Fourniture de huit ambulances médicalisées au Ministère de la Santé destinées aux structures de santé de Léconi, Okondja, Fougamou, Ndendé, Ovan, Mvadi, Mitzic et Medouneu.	Appel d'offres ouvert international	FSE SARL	518 390 449
20	Projet d'Appui au Secteur Santé phase 2	Fourniture et pose des incinérateurs médicaux aux Centres Hospitaliers Régionaux de Mouila-Makokou et Oyem	Appel d'offres ouvert National	ESTTM&CO	162 372 000
21	Centre National de Transfusion Sanguine	Fourniture de poches de sang à triples	Entente directe	HOSPI PHARM GABON	290 880 000
22	Projet d'Appui au Secteur Santé phase 2	Fourniture de mobilier en bois au Ministère de la Santé destinés aux structures de santé de Léconi et d'Okondja (Lot 1)	Appel d'offres ouvert National	GORILLA	58 320 600
23	Projet d'Appui au Secteur Santé phase 2	Fourniture de mobilier en bois au Ministère de la Santé destinés aux structures de santé de Fougamou et Ndendé (Lot 2)	Appel d'offres ouvert National	SBME	55 518 000
24	Projet d'Appui au Secteur Santé phase 2	Fourniture de mobilier en bois au Ministère de la Santé destinés aux structures de santé d'Ovan, Mvadi, Mitzic et Médouneu (Lot 3)	Appel d'offres ouvert National	KR-BTP	85 740 000
25	Projet d'Appui au Secteur Santé phase 2	Maîtrise d'œuvre pour le réaménagement, la réhabilitation et la construction des logements d'astreinte des CHR des 4 provinces cibles du Projet PASS 2.	Appel d'Offres International Ouvert	GPMT BNEDT/ MAPHOUE CONSULTING	662 105 833
26	Projet d'Appui au Secteur Santé phase 2	Fourniture, installation, formation et mise en service des équipements biomédicaux dans quatre CHR du Ministère de la Santé.	Appel d'offres ouvert international	FSE SARL	1 780 872 277
27	Ministère de la Santé	Travaux de réhabilitation et d'extension de l'Ecole Provinciale de Formation et d'Action Sanitaire et Sociale de Makokou	Entente directe	Société de CONSTRUCTION ET D'EXCELLENCE	2 131 108 483
28	Centre Hospitalier Universitaire d'Owendo	Acquisition des équipements de stomatologie	Appel d'offres ouvert National	MATÉRIEL CONSOMMABLES TECHNIQUES	26 654 617

N°	Autorité contractante	Objet	Mode de passation	Entreprise titulaire	Montant TTC
29	Centre Hospitalier Universitaire d'Owendo	Acquisition d'équipements d'anesthésie-réanimation	Appel d'offres ouvert National	ESTTM&CO	139 816 270
30	Centre Hospitalier Universitaire d'Owendo	Acquisition des équipements de stomatologie	Appel d'offres ouvert National	TECHNIQUE	51 906 759
31	Centre Hospitalier Universitaire d'Owendo	Entretien des serveurs et autres équipements informatiques	Appel d'offres ouvert National	TIGER ELECTRONIQUE	46 517 100
32	Centre Hospitalier Universitaire d'Owendo	Maintenance préventive et curative des équipements de stérilisation	Appel d'offres ouvert National	ESTTM&CO	30 045 120
33	Projet d'Appui au Secteur Santé phase 2	Mise à disposition de l'Unité de Gestion du Projet PASS 2 du personnel d'encadrement et d'exécution	Appel d'offres ouvert National	JL CONSULTING GABON	98 147 817
MONTANT TOTAL				7 971 427 092	

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE CHARGÉ DE LA FORMATION CIVIQUE

N°	Autorité contractante	Objet	Mode de passation	Entreprise titulaire	Montant TTC
1	Ministère de l'Éducation Nationale	Travaux de protection et confortement durables du talus en contrebas du mur de soutènement délimitant la zone construite de l'école publique de Montalier Transfo	Entente directe	BUILDING CONSTRUCTION COMPANY (BCC)	398 305 500
2	Projet d'Investissement dans le Secteur de l'Éducation (PISE)	Fourniture des jeux, jouets et équipements extérieurs des EPP	Appel d'offres ouvert National	GIPA GABON	177 102 600
3	Agence Nationale de Formation et d'Enseignement Professionnel	Entretien ménager du Centre Multisectoriel de Formation et d'Enseignement Professionnel de Mvengué	Appel d'offres ouvert	CHARLES SERVICES	120 000 000
4	Agence Nationale de Formation et d'Enseignement Professionnel	Fourniture et installation d'un groupe électrogène relais au Complexe Basile ONDIMBA	Appel d'offres restreint	ENERGIE DU GABON	199 682 000



# MARCHÉS APPROUVÉS

(Echantillon)

N°	Autorité contractante	Objet	Mode de passation	Entreprise titulaire	Montant TTC
5	Agence Nationale de Formation et d'Enseignement Professionnel	Réhabilitation tout corps d'état du Complexe Basile ONDIMBA	Appel d'offres ouvert National	KR-BTP	830 256 883
7	Projet d'Investissement dans le Secteur de l'Education (PISE)	Mission d'assistance à Maitrise d'Ouvrage (AMO)	Appel d'Offres International Ouvert	SOFRECO GINGER	905 057 983
8	Projet d'Investissement dans le Secteur de l'Education (PISE)	Travaux de raccordement au réseau de la fibre optique et fourniture de connexion internet des établissements scolaires du PISE	Entente directe	GABON TELECOM	221 239 939
9	Agence Nationale de Formation et d'Enseignement Professionnel	Recrutement d'un cabinet de contrôle et de suivi des travaux de réhabilitation et d'extension du Complexe Basile ONDIMBA	Appel d'offres restreint	BETEC ML	128 044 000
MONTANT TOTAL				2 979 688 905	

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE					
N°	Autorité contractante	Objet	Mode de passation	Entreprise titulaire	Montant TTC
1	Ministère de la Défense Nationale	Travaux de finitions des logements des officiers du Gros-Bouquet	Entente directe	SOCIETE GABONAISE DE SECURITE INDUSTRIELLE (SGSI)	130 000 000
2		Achat de textile pour la tailleurie centrale des forces de Défense	Entente directe		140 000 000
3		Travaux de réhabilitation de la brigade de Gendarmerie de Mbaya	Entente directe		150 000 000
4	Gendarmerie Nationale	Fourniture d'habillement et d'accessoires divers (Lot n°1)	Appel d'offres restreint	OPHIR GABONAISE DE TEXTILE TSANDE (OGATEXT)	1 868 638 198
5	Gendarmerie Nationale	Fourniture d'habillement et d'accessoires divers (Lot n°3)	Appel d'offres restreint	OPHIR GABONAISE DE TEXTILE TSANDE (OGATEXT)	1 868 208 846
6	Gendarmerie Nationale	Fourniture d'habillement et d'accessoires divers (Lot n°2)	Appel d'offres restreint	OPHIR GABONAISE DE TEXTILE TSANDE (OGATEXT)	1 868 473 081

N°	Autorité contractante	Objet	Mode de passation	Entreprise titulaire	Montant TTC
7	Hôpital des Instructions des Armées d'Akanda	Acquisition de deux stations wagon luxe, un pick-up double cabine et de seize (16) berlines standards, HIAA-Ministère de la Défense Nationale	Appel d'offres restreint	TOYOTA GABON	238 495 799
8	Hôpital des Instructions des Armées Omar BONGO ONDIMBA	Achat d'un bus Coaster Climatisé	Entente directe	TOYOTA GABON	51 410 000
9	Hôpital des Instructions des Armées Omar BONGO ONDIMBA	Fourniture de bandes, gazes, cotons, pansements adhésifs	Appel d'offres ouvert	MATERIEL CONSOMMABLES TECHNIQUES	55 949 127
10	Hôpital des Instructions des Armées Omar BONGO ONDIMBA	Fourniture de sondes, drains, canules et cathéters.	Appel d'offres ouvert	MEDEQUIP	179 764 935
11	Hôpital des Instructions des Armées Omar BONGO ONDIMBA	Fourniture de fils de suture	Appel d'offres ouvert	ARCHEMIA	119 139 115
12	Hôpital des Instructions des Armées Omar BONGO ONDIMBA	Fourniture de consommables à usage unique	Appel d'offres ouvert	ARCHEMIA	83 487 900
13	Hôpital des Instructions des Armées Omar BONGO ONDIMBA	Fourniture de produits de radiologie	Appel d'offres ouvert	ESTTM&CO	594 820 266
14	Hôpital des Instructions des Armées Omar BONGO ONDIMBA	Fourniture de spéculum, réceptacles, tubes.	Appel d'offres ouvert	LIFE CARE TECHNOLOGIES	138 327 075
15	Hôpital des Instructions des Armées Omar BONGO ONDIMBA	Fourniture de champs, draps et consommables de stérilisation.	Appel d'offres ouvert	MATERIEL CONSOMMABLES TECHNIQUES	218 998 251



# MARCHÉS APPROUVÉS

(Echantillon)

N°	Autorité contractante	Objet	Mode de passation	Entreprise titulaire	Montant TTC
16	Hôpital des Instructions des Armées Omar BONGO ONDIMBA	Fourniture de produits de dialyse	Appel d'offres ouvert	MATERIEL CONSOMMABLES TECHNIQUES	329 585 523
17	Hôpital des Instructions des Armées Omar BONGO ONDIMBA	Fourniture de seringues et aiguilles	Appel d'offres ouvert	MEDILAB	142 115 787
18	Hôpital des Instructions des Armées Omar BONGO ONDIMBA	Fourniture de cotons, pansements adhésifs, draps, gants et lames	Appel d'offres ouvert	MATERIEL CONSOMMABLES TECHNIQUES	273 851 400
19	Hôpital des Instructions des Armées Omar BONGO ONDIMBA	Fourniture de dispositifs médicaux implantables	Appel d'offres ouvert	ESTTM&CO	236 479 380
20	Hôpital des Instructions des Armées Omar BONGO ONDIMBA	Entretien bâtiment (climatisation et VMC)	Appel d'offres ouvert	SOGAFRIC SERVICES	167 790 000
21	Hôpital des Instructions des Armées Omar BONGO ONDIMBA	Fourniture de tests rapides d'orientation diagnostic	Appel d'offres ouvert	MEDILAB	233 916 000
22	Hôpital des Instructions des Armées Omar BONGO ONDIMBA	Fourniture de seringues, aiguilles, pipettes, écouvillons oese et embouts.	Appel d'offres ouvert	MEDILAB	188 548 407
23	Gendarmerie Nationale	Fourniture d'équipements de campement et de couchage	Appel d'offres restreint	SHEMAR LOGISTIQUE	2 893 485 000
24	Gendarmerie Nationale	Fourniture de matériel de survie - Lot 5	Appel d'offres restreint	COBAT ET SERVICES	923 678 000
25	Hôpital des Instructions des Armées Omar BONGO ONDIMBA	Fourniture de médicaments injectables y compris les antibiotiques	Appel d'offres ouvert National	OFFICE PHARMACEUTIQUE NATIONAL	347 821 851

N°	Autorité contractante	Objet	Mode de passation	Entreprise titulaire	Montant TTC
26	Hôpital des Instructions des Armées Omar BONGO ONDIMBA	Fourniture de solutés pour perfusion	Appel d'offres ouvert National	OFFICE PHARMACEUTIQUE NATIONAL	361 850 202
27	Ministère de la Défense Nationale	Construction du peloton et de la brigade de Malinga	Entente directe	LA CONSTRUCTA	2 941 907 905
28	Ministère de la Défense Nationale	Construction de la brigade d'Onga	Entente directe	BAYA CONSTRUCTION SARL	2 900 776 075
29	Ministère de la Défense Nationale	Achat d'équipements pour le centre de secours de Koulamoutou	Entente directe	BAYA CONSTRUCTION SARL	100 000 000
30	Ministère de la Défense Nationale	Réfection du bâtiment de ravitaillement sanitaire de Baraka	Entente directe	BAYA CONSTRUCTION SARL	60 000 000
31	Ministère de la Défense Nationale	Travaux de réhabilitation de la Brigade de Gendarmerie d'Okondja	Entente directe	STAY DISTRIBUTION	150 000 000
32	Ministère de la Défense Nationale	Travaux de réhabilitation du Peloton d'Akieni	Entente directe	BAYA CONSTRUCTION SARL	195 000 000
33	Ministère de la Défense Nationale	Travaux de construction de la caserne de Gendarmerie de Franceville	Entente directe	KOM BTP	6 200 000 000
34	Ministère de la Défense Nationale	Travaux de réhabilitation de la Brigade de Gendarmerie de Nguoni	Entente directe	STAY DISTRIBUTION	200 000 000
35	Ministère de la Défense Nationale	Travaux de réhabilitation de la Brigade de Gendarmerie de Bongoville	Entente directe	STAY DISTRIBUTION	150 000 000
<b>MONTANT TOTAL</b>					<b>19 647 518 123</b>



# MARCHÉS APPROUVÉS

(Echantillon)

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR					
N°	Autorité contractante	Objet	Mode de passation	Entreprise titulaire	Montant TTC
1	Délégation Spéciale du Département de Lombo-Bouenguidi (Pana)	Travaux de construction de la villa F3 pour le Conseil	Entente directe	LM BUSINESS	29 990 098
2	Délégation Spéciale de la Commune de Libreville	Prestations d'hygiène et de propreté dans le deuxième arrondissement de la commune de Libreville	Entente directe	ACCORD QUALITE SANTE SECURITE ENVIRONNEMENT SARL	88 009 674
3	Délégation Spéciale de la Commune de Libreville	Prestations d'hygiène et de propreté dans le troisième arrondissement de la commune de Libreville	Entente directe	STE DEPANNAGE EXPRESSE SERVICES	80 681 710
4	Délégation Spéciale de la Commune de Libreville	Prestations d'hygiène et de propreté dans le sixième arrondissement de la commune de Libreville	Entente directe	UKUDZE ENVIRONNEMENT-ASSAINISSEMENT-BIOCIDE	77 536 423
5	Délégation Spéciale de la Commune de Libreville	Prestations d'hygiène et de propreté dans le cinquième arrondissement de la commune de Libreville	Entente directe	ACCORD QUALITE SANTE SECURITE ENVIRONNEMENT SARL	136 886 738
6	Délégation Spéciale de la Commune de Libreville	Prestations d'hygiène et de propreté dans le sixième arrondissement de la commune de Libreville	Entente directe	CAMPA	77 536 423
7	Délégation Spéciale de la Commune de Libreville	Prestations d'hygiène et de propreté dans le premier arrondissement de la commune de Libreville	Entente directe	LEDIRAS ET SERVICES	99 618 279
8	Délégation Spéciale de la Commune de Libreville	Prestations d'hygiène et de propreté dans le troisième arrondissement de la commune de Libreville	Entente directe	STE EGGO	99 618 279
9	Délégation Spéciale de la Commune de Mimongo	Acquisition d'un pick-up 4x4 double cabine standard (Mazda new BT-50 DC Mid 4x4)	Appel d'offres restreint	SODIM TP	21 500 000
10	Délégation Spéciale du Département de la LOLO BOUENGUIDI	Acquisition de deux (02) véhicules pick-up 4x4	Entente directe (Cotation)	SODIM TP	54 000 000
11	Délégation Spéciale du Département du Komou-Kango	Acquisition d'une tractopelle	Entente directe	CFAO MOTORS	76 279 000
MONTANT TOTAL				841 656 624	

MINISTÈRE DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES					
N°	Autorité contractante	Objet	Mode de passation	Entreprise titulaire	Montant TTC
1	Ministère de l'Énergie et des Ressources Hydrauliques	Travaux de renforcement et d'extension du réseau d'eau potable aux 1er, 2e, 4e et 6e arrondissement de la Commune de Libreville et dans la Commune d'Akanda	Appel d'Offres International Ouvert	CHINA FIRST HIGHWAY ENGINEERING CO.I (CFHEC)	9 900 198 179
2	Direction Générale de l'Énergie	Travaux relatifs à «l'alimentation en électricité de la cité PCR de Bikélé Nzong»	Entente directe	SETEG	1 115 567 969
3	Ministère de l'Énergie et des Ressources Hydrauliques	Insertion des dépenses relatives aux travaux de fondations profondes du château d'eau de BIKELE	Appel d'Offres International Ouvert	CONDURIL ENGENHARIA	910 896 876
4	Ministère de l'Énergie et des Ressources Hydrauliques	Travaux de construction du bâtiment annexe de la Direction Générale de l'Eau pour abriter l'Unité de Coordination du Projet PIAEPAL (UCP) + PIAEPAL	Appel d'offres Ouvert	SOCIETE TECHNOLOGIE GABON	701 458 107
5	Ministère de l'Énergie et des Ressources Hydrauliques	Travaux relatifs à l'électrification des villages entre Lébamba et Makongonio	Entente directe	SETEG	363 428 100
6	Programme Intégré d'Alimentation en Eau Potable et Assainissement de Libreville (PIAEPAL)	Acquisition de deux pick-up 4x4 et un SUV Urbain pour le suivi du projet et le service administratif	Entente directe	TOYOTA GABON	66 800 000
7	Ministère de l'Énergie	Construction des réseaux HTA et BT, y compris les postes de transformation zone derrière la station de traitement d'eau à Port-Gentil	Appel d'offres ouvert National	2LA ENERGIE & SERVICES	519 692 092
8	Ministère de l'Énergie	Construction des réseaux HTA et BT, y compris les postes de transformation derrière l'Hôpital COMILOG et derrière le Centre Médical route Bakoumba à Moanda	Appel d'offres ouvert National	CODALEC	379 895 844
9	Ministère de l'Énergie	Construction des réseaux HTA et BT, y compris les postes de transformation zone de l'aéroport de Mitzié	Appel d'offres ouvert National	FEO CONSTRUCTION	495 340 059
10	Ministère de l'Énergie	Construction des réseaux HTA et BT, y compris les postes de transformation zone derrière Foberd à Mouila et vers le Lycée à Lébamba	Appel d'offres ouvert National	EGET SERVICES	580 911 097
11	Ministère de l'Énergie	Construction des réseaux HTA et BT, y compris les postes de transformation à Bizango zone 5 (commune de Ntoum)	Appel d'offres ouvert National	2LA ENERGIE & SERVICES	484 707 928
12	Ministère de l'Énergie	Construction des réseaux HTA et BT, y compris les postes de transformation dans la zone de Makwengue (commune d'Akanda)	Appel d'offres ouvert National	CODALEC	738 847 764
MONTANT TOTAL				16 257 744 015	

**PROVINCE DE L'ESTUAIRE**
**Période : du 18 au 24 juin 2024**

N°	AUTORITÉ CONTRACTANTE	NUMÉRO ET OBJET DU MARCHÉ	ENTREPRISE TITULAIRE	MONTANT TTC DU MARCHÉ	OBSERVATIONS	APERÇU
1	Ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle, Chargée de la Formation Civique	N°003/MENFC/REHABILITATION/2022 Travaux de réhabilitation de l'Ecole Publique du CAP	SOCIETE TECHNOLOGIE GABON (STG)	133 994 750	Travaux non démarrés. Aucun paiement effectué.	
2		N°006/MENFC/REHABILITATION - SANITAIRE/2022 Réhabilitation et extension des lieux d'aisance dans 24 établissements scolaires, Lot N°5 : Lycée Jean Baptiste OBIANG ETOUGHE de SIBANG	SOCIETE TECHNOLOGIE GABON (STG)	288 234 850	Travaux non démarrés. Aucun paiement effectué.	
3	Ministère des Travaux Publics	N°15/MTPEI/SG/2022 Travaux de pavage de la rue PK14 – Rails (700ml)-Libreville	SOCIETE ORIENT GREEN CONSTRUCTION (OGC)	623 417 637	Travaux en arrêt Terrassements généraux réalisés et 400 ml de caniveaux posés. Aucun paiement effectué.	



N°	AUTORITÉ CONTRACTANTE	NUMÉRO ET OBJET DU MARCHÉ	ENTREPRISE TITULAIRE	MONTANT TTC DU MARCHÉ	APERÇU
4	Ministère des Travaux Publics	N°39/MTPEI/SG/2022 Travaux de sécurisation côtière du Champ Triomphal et de la Façade Maritime du Front de Mer	SINOHYDRO GABON SA	499 622 170	Travaux terminés. Quelques corrections à faire sur les travaux effectués Paiement intégral du marché 
5	Ministère des Travaux Publics (Suite)	N°42/MTPEI/SG/2022 Travaux de remplacement d'une buse métallique effondrée sur l'accotement au niveau du Mess de l'Armée de l'Air à Libreville	SOBEA GABON	274 883 215	Travaux terminés. Avance de démarrage payée uniquement. Travaux de finitions à réaliser 
6		N°37/MTPEI/SG/2022 Travaux de réhabilitation de la route Ntoum – Cocobeach, du PK0 au PK43 (43 Km)	SOCOBA EDTPL	929 169 149	Travaux en cours d'exécution 
7	Ministère des Travaux Publics (Suite)	N°38/MTPEI/SG/2022 Travaux de réhabilitation de la route Ntoum – Cocobeach, du PK43 au PK83 (40KM)	SOCOBA EDTPL	782 960 986	Travaux en cours d'exécution 

N°	AUTORITÉ CONTRACTANTE	NUMÉRO ET OBJET DU MARCHÉ	ENTREPRISE TITULAIRE	MONTANT TTC DU MARCHÉ	OBSERVATIONS	APERÇU
8	Ministère des Travaux Publics	N°187/MTPEI/SG/2021 Travaux de pavage des voiries prioritaires du Grand Libreville Phase 2, voie d'accès "Ecole Publique de Malibé (1400 ml)"	GROUPE CONCEPT	2 004 875 824	Travaux terminés dans l'ensemble, quelques corrections à réaliser	
9	Ministère des Travaux Publics	N°185/MTPEI/SG/2021 Travaux de pavage des voiries prioritaires du Grand Libreville Phase 2, voie d'accès "Accès Association des Enfants Orphelins, et Démunis et Abandonnés (2000 ml) Lot N°13"	GROA	1 918 748 280	Marché en cours d'exécution Travaux nécessitant des corrections majeures	
10	Ministère des Travaux Publics	N°181/MTPEI/SG/2021 Travaux de pavage des voiries prioritaires du Grand Libreville Phase 2, voie d'accès au lycée de BIKELE (1701m linéaire)	EGACO BTP	2 286 422 749	Travaux en cours d'exécution	
11	Ministère des Travaux Publics	N°190/MTPEI/SG/2021 Travaux de pavage des voiries prioritaires du Grand Libreville, voie Montalier carrefour Alandji-PK0 route Bambouchine 3300m linéaire	THALES BTP	5 990 356 482	Travaux en arrêt	

**PROVINCE DE L'ESTUAIRE**
**Période : du 25 au 30 juin 2024**

N°	Autorité contractante	Numéro et objet du marché	Entreprise titulaire	Montant TTC du marché FCFA	Observations	Aperçu
1	Ministère des Travaux Publics	N°16/MTPEI/SG/2022 Travaux de pavage du lotissement MANGOUBA (800 ml)-AKANDA	STE SATE BTP	826 918 981	Travaux en arrêt ;Travaux nécessitant des corrections majeures.	
2		N°14/MTPEI/SG/2022 Travaux de pavage de la rue Pk 12-débarcadère Ntoma MEBA (1 600 ml)-Ntoun	MISTER M	1 201 891 311	Travaux en cours d'exécution ; à ce jour, seuls les travaux de préfabrication des pavés ont connu un démarrage.	 
3		N°03/MTPEICT/SG/2023 Travaux de construction de trois (03) logements ; de deux (02) clôtures, d'un (01) locale de rangement, d'un (01) poste de contrôle de la gendarmerie, et de celui du conseil Gabonais des chargeurs, et fourniture de cinq (05) conteneurs aménagés (2 de 20 pieds et 3 de 40 pieds) a Ntoun.	SIMBA BTP	274 963 443	Travaux en cours d'exécution. : le logement provisoire, le poste de contrôle provisoire et le sous bassement des 03 logements effectués.	  



N°	Autorité contractante	Numéro et objet du marché	Entreprise titulaire	Montant TTC du marché	Observations	Aperçu
4	Ministère des Travaux Publics	N°80/MTPEICT/SG/2023 Travaux de construction du marché d'Owendo.	SBAC BTP	115 769 448	Travaux non démarrés ; site identifié mais non mis à la disposition de l'entreprise.	
5	Ministère des Travaux Publics	N°66/MTPEICT/SG/2023 Travaux de construction du marché de Ntoum.	ATTS	112 172 133	Travaux non démarrés	
6	Ministère de la santé	N°001/MSAS/MATERNITE NZENG-AYONG/2023 Travaux complémentaires de construction et d'extension de la maternité du centre de santé de Nzeng Ayong.	SOCIETE DE CONSTRUCTION D'EXCELLANCE (SCE)	955 300 501	Travaux en arrêt pour défaut de paiement	
7	Ministère de l'énergie et des ressources hydrauliques	N°01.L2/MERH/SG/DG_EAU/DA/DGEST-RH/2022 Construction et équipement des blocs sanitaires aux lycées de Bikélé et Lubin Martial NTOUTOUME OBIANG et au CES Louis BIGMAN.	SGTPL	203 204 173	Travaux non démarrés ; aucun paiement effectué	
8	FGIS Façade Maritime du Champ Triomphal (FMCT)	N°012/2023/CR/FMCT Conception et Réalisation pour l'aménagement de la promenade du front de mer et de la zone 1 de la Baie des Rois.	Groupement COLAS GABON / P2A Architecture / ECOWOOD.	8 497 779 873	Travaux en cours d'exécution	

N°	Autorité contractante	Numéro et objet du marché	Entreprise titulaire	Montant TTC du marché	Observations	Aperçu
9	Ministère de l'intérieur et de la Sécurité (mairie du 2ème arrondissement de Libreville)	N°001/PR/M2A/2022 Travaux d'aménagement des voiries du 2ème arrondissement de Libreville.	CONSORTIUM INTERNATIONAL DES TRAVAUX PUBLICS (CITP)	4 937 487 098	Marché en cours d'exécution	
10	Ministère des Travaux Publics	N°23/MTPEI/SG/2022 Travaux d'aménagement du Front de Mer (du pont situé au niveau du CESE à la Baie des Rois)	SOGEA SATOM GABON	16 997 320 545	Marché en arrêt pour défaut de paiement	

**PROVINCE DE L'OGOUE IVINDO**
**Période : du 20 au 25 juin 2024**

N°	Autorité contractante	Numéro et objet du marché	Entreprise titulaire	Montant TTC du marché	Observations	Aperçu
1	Ministère des Travaux Publics	N°74/MTPEICT/SG/2023 Travaux de construction du plateau sportif de Makokou	ETABLISSEMENT NZE	119 999 999	Travaux en arrêt. L'entreprise attend le paiement des prestations supplémentaires effectuées indispensables au bon fonctionnement de l'ouvrage	
2	Ministère des Travaux Publics	N°67/MTPEICT/SG/2023 Travaux de construction du plateau sportif de Makokou	EGCB GABON BTP	128 422 902	Travaux en cours d'exécution quelques corrections à faire	

3	Ministère des Travaux Publics	N°01/MTPEICT/SG/2023 Travaux d'entretien de l'axe routier KOUAMAMEYONG-BOOUE	MORGAN BTP		1 783 107 900	Travaux en cours d'exécution	
4	Ministère des Travaux Publics	N°99/MTPEICT/SG/2023 Travaux d'installation de quarante et une (41) pompes hydrauliques dans les communes, districts et villages M'vady (06), Makebe Bakwaka (06), Booué (10), Mékambo (10), Bissobilam, Agnang, Ebe, Melane, Longterrain, SHM, Akana, Mintoum, Biliba, Province de l'Ogooué-Ivindo, Lot n°91	LA GABONAISE DES ENERGIES RENOUVELABLES ET VERTES (LA GERV)		489 957 510	Travaux non démarrés Aucun paiement reçu	
5	Ministère de la Santé	N°03/MSAS/CAB-M/PASS 2/2023 Travaux de réaménagement et de réhabilitation du Centre Hospitalier Régional de Makokou (Lot n°3)	GROUPEMENT SEEBA/SGTPL		1 198 319 815	Travaux en cours d'exécution	
6	Ministère des Affaires Sociales	N°003/MASDF/TRAVAUX/2021 Travaux de réhabilitation de la Halte garderie de Makokou.	SOCOME		93 510 152	Travaux achevés depuis 2 ans Aucun paiement effectué	
7	Ministère de l'Education Nationale, de la Formation professionnelle chargé de la Formation Civique	N°006/MENFC/REHABILITATION-SANITAIRES/2022 Réhabilitation et extension des lieux d'aisance dans 24 établissements scolaires, Lot n°8: Travaux d'extension d'un bloc sanitaire au Lycée Daniel KOSSE	SOCIETE DE TECHNOLOGIE GABON (STG)		288 234 850	Travaux non démarré Aucun paiement reçu	

**PROVINCE DU WOLEU-NTEM**
**Période : du 24 au 28 juin 2024**

N°	Autorité contractante	Numéro et objet du marché	Entreprise titulaire	Montant TTC du marché FCFA	Observations	Aperçu
1	Ministère des Travaux Publics	N°76/MTPEICT/SG/2023 Travaux de construction du plateau sportif à BITAM	KASA BTP	125 000 0000	Travaux en cours d'exécution Quelques corrections à faire	
2	Ministère de la Santé	N°04/MTPEICT/SG/2023 Travaux de Réaménagement et de Réhabilitation du Centre Hospitalier Régional d'OYEM (Lot n°4)	EGAB AZUR	2 340 089 870	Travaux en cours d'exécution	
3	Ministère des Travaux Publics	N°58/MTPEICT/SG/2023 Travaux de Construction du Marché à MINVOUL	DDBTP PRO	96 271 767	Travaux non démarrés. marché payé en totalité, site non disponible	
4	Ministère des Travaux Publics	N°62/MTPEICT/SG/2023 Travaux de construction du plateau sportif à MINVOUL	BATI SERVICES	97 513 886	Travaux non démarrés Aucun paiement reçu	
5	Ministère de l'Education Nationale, Chargé de la Formation Civique	N°006/MENFC/REHABILITATION-SANITAIRES/2022 Travaux de Réhabilitation des Sanitaires dans les établissements scolaires Lot n°1 : Edouard EKOGHA MENGUE (OYEM) Lycée d'EXCELLENCE de (BITAM)	STG	136 559 870	Travaux non démarrés Aucun paiement reçu	



Par Léa Carole Dongo  
 Chef de Service Normalisation,  
 Qualification et Certification  
 des Entréprises.

**1. La loi de finances :** détermine les ressources et les charges de l'Etat, définit les conditions de l'équilibre budgétaire et financier, arrête le budget de l'Etat et rend compte de l'exécution du budget de l'Etat.

On distingue la loi de finances de l'année, la loi de finances

rectificative ou collectif budgétaire et la loi de règlement.

- la loi de finances de l'année ou initiale est celle établie de prime abord en tenant compte de son processus d'élaboration;
- la loi de finances rectificative ou collectif budgétaire retrace les modifications de ressources et de charges qui interviennent en cours de gestion par rapport aux inscriptions budgétaires arrêtées dans la dernière loi de finances ;
- la loi de Règlement : C'est la loi de finances qui rend compte de l'exécution du budget de l'Etat.

**2. Cahier des charges :** Document qui détermine les conditions dans lesquelles les marchés sont exécutés. Il se compose des documents généraux et particuliers.

**3. Commande publique :** Terme générique qui désigne les prestations réalisées ou les contrats passés par les autorités contractantes en vue de satisfaire les besoins de service public.

**4. Documents de pilotage budgétaire :**

Annexes qui accompagnent un projet de loi de finances notamment PAP/PBI/DPG/CAP.

- **le Plan Annuel de Performance (PAP)** est le document dans lequel le chef de mission présente chaque année outre les objectifs de la mission, les éléments phares de chaque programme à savoir :

- ✓ le périmètre du programme et la présentation des actions ;
- ✓ l'analyse stratégique du programme. Notamment les éléments de contexte, les faits marquants, les points sur lesquels est attendue l'administration. Ses points forts et faibles ;
- ✓ la présentation des crédits par action et par titre ;
- ✓ le tableau des effectifs par type dont les actifs, les potentielles sorties et entrées.

- **la Programmation Budgétaire Initiale (PBI)** est le document de présentation des crédits en action dans les budgets opérationnels (BOP).

- **le Document Prévisionnel de Gestion (DPG)** est le document de répartition des crédits des BOP vers les unités Opérationnelles (UO).

- **le Contrat Annuel de Performance (CAP)** est le document qui permet de déterminer la contribution des opérateurs à la mise en œuvre des programmes budgétaires. Le CAP constitue un engagement managérial portant sur un certain niveau de performance en échange de la mise à disposition des ressources, dans le respect des règles préétablies.



ESPLANADE GEORGES DAMAS ALEKA EN CONSTRUCTION  
 LIBREVILLE

**5. L'Exécution budgétaire :** Retrace les quatre étapes des phases administrative et comptable du paiement de la dépense publique à savoir l'engagement, la liquidation, l'ordonnancement et le paiement.

**Les quatre étapes du circuit de la dépense publique :**

- l'engagement est l'acte par lequel l'organisme public crée ou constate à son encontre une obligation de laquelle résultera une charge ;
- la liquidation a pour objet de vérifier la réalité et la matérialité de la dette de l'entité administrative vis-à-vis d'un tiers et d'arrêter le montant de la dépense à payer. Elle permet de vérifier que le service a bien été fait et que la somme est bien exigible ;

- l'ordonnancement qui constitue la troisième étape, est l'acte administratif donnant l'ordre de payer la dette déterminée conformément aux résultats de la liquidation.

- le paiement est la quatrième et dernière étape de l'exécution de la dépense publique. Pour effectuer le paiement le Comptable public reçoit de l'Ordonnateur un bordereau de mandat accompagné de toutes les pièces justificatives. Ainsi, la procédure de paiement de la dépense ne peut pas être déclenchée tant que le Comptable public ne reçoit pas de l'Ordonnateur l'ordre de payer la dépense.

**6. le Rapport Annuel de Performance (RAP)** est le document qui rend compte de la mise en oeuvre du PAP. Il présente, en fin de gestion, les réalisations et les résultats du suivi de la performance. Il constitue alors un instrument clé pour apprécier la qualité de l'action publique.



## LES BIENFAITS DES ACTIVITÉS EXTRAPROFESSIONNELLES

Par Léonie Onguinindoumi  
Agent au Service Information et Communication

**L'**organisation des rencontres extraprofessionnelles par le biais d'activités bien ciblées, permet aux travailleurs de mieux se connaître, de créer des liens de sympathie qui améliorent leur collaboration dans l'administration formelle où généralement, le formalisme parfois accentué entre supérieurs et subalternes, empêche une meilleure connaissance des uns des autres, surtout dans le cas de personnes très introverties.

### Le 1<sup>er</sup> mai, symbole de l'union des travailleurs



Le travail éloigne de nous trois grands maux: l'ennui, le vice et le besoin, rappelle l'adage bien connu. Pourtant, ce travail, après la révolution industrielle Britanique ( 1760-1840), qui a provoquée une mecanisation innnovante, entrainant fortement la surexploitation des travailleurs, a aliéné l'Homme. Cette aliénation a entrainé la révolte sociale, la naissance des syndicats, les revendications de meilleures conditions de travail, suscitant l'intervention du législateur à instituer la journée du 1<sup>er</sup> Mai.

En effet, le 1<sup>er</sup> mai reconnu comme fête du travail ou journée internationale des travailleurs, fait référence à la date anniversaire de l'appel des syndicalistes ouvriers américains dans la ville de Chicago en 1886. Cette journée commémore les luttes historiques et les progrès réalisés par les travailleurs

du monde entier. L'indépendance n'étant point la vie en autarcie, et le Gabon faisant partie intégrante du concert des nations, la fête du 1<sup>er</sup> mai figure en bonne place sur le calendrier des jours fériés observés dans le pays.

Ainsi, le 1<sup>er</sup> mai de cette année 2024, la Direction Générale des Marchés Publics a célébré avec un éclat particulier l'événement, d'autant que le Commissaire Général Sylvie NGUEMBHYT y a pris une part active personnellement.

Le thème retenu cette année par les plus hautes autorités et sous lequel la célébration s'est déroulée a été chargée de beaucoup de signification : « La promotion du travail décent et du dialogue social permanent : une garantie de stabilité et de croissance économique, dans un monde en pleine mutation ».

En cette circonstance, le Directeur Général des Marchés Publics a rappelé les défis auxquels son entité administrative est confrontée, dans l'accomplissement de sa mission régalienn: l'exécution de la politique du Gouvernement de la République, en matière de passation, d'approbation et de contrôle de l'exécution de la commande publique. Elle a également tenu à souligner l'importance de la ressource principale qu'est l'être humain, et a félicité l'ensemble des agents, pour les efforts consentis au travail. Une fête qui a pris fin dans une ambiance chaleureuse.



### Activités sportives : La randonnée pédestre de la DGMP



La pratique régulière du sport permet de garantir «un esprit sain, dans un corps sain». En outre, les activités extraprofessionnelles permettent au personnel de mieux se connaître et de développer l'esprit de cohésion. C'est dans ce but que la Direction Générale des Marchés Publics a organisé une randonnée pédestre le 6 juillet 2024 dans la forêt Raponda Walker, au nord de Libreville.

Joindre l'utile à l'agréable peut constituer une alchimie bienfaisante. Après des jours de travail ardu

dans les bureaux et divers autres lieux de service, le personnel de la Direction Générale des Marchés Publics s'est donné rendez-vous de bonne heure à l'entrée de l'ancienne forêt classée de la Mondah, rebaptisée «forêt des braves Raponda Walker», pour une randonnée pédestre. Ce site, situé non loin de l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts, est propice à une activité de cette nature, car tout autour, hormis la voie bitumée menant au Cap Esterias, l'environnement est luxuriant. Cadre idéal pour une communion avec la nature, dont l'air pur procure la sérénité. La particularité de la forêt Raponda Walker, c'est qu'elle est constituée de plusieurs circuits, des plus courts aux plus longs, qui débouchent sur la côte océane. Donc, des distances qui varient entre 4 et 9 kilomètres. Après les exercices physiques de préparation musculaires à cette marche d'endurance, le groupe a emprunté les pistes constituant les différents circuits retenus, et a, sous la supervision d'un guide, découvert les vertus de la faune et observé la richesse de cet écosystème.

Au terme de la séquence sportive une collation a été offerte par la Direction Générale, dans la convivialité et à la grande satisfaction des participants.



# EQUIPE DU JMP

## DIRECTEUR DE PUBLICATION :

- Ministre des Comptes Publics  
Charles MBA

## DIRECTEUR DÉLÉGUÉ DE LA PUBLICATION :

- Directeur Général des Marchés Publics  
Cre Général Sylvie NGUEMBHYT

## COORDINATEUR GÉNÉRAL :

- Directeur Général Adjoint des Marchés Publics  
- Ghislaine NGOUA OBIANG ép APANGA

## COORDINATEUR GÉNÉRAL ADJOINT :

- Pamphile MBIRA MBA

## RÉDACTEUR EN CHEF :

- Kenny Pierre-Célestin MOUENDJI

## RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT :

- Dany Narcisse MBIAME ADZOGOBO  
- Rodrigue BONGO  
- Raymond REMPARY

## SECRÉTAIRE DE RÉDACTION :

- Guerric Bishou DOUKA LOUEMBET  
- Arnel MOUBAMBA

## COMITÉ DE RÉDACTION :

- Léonie ONGUININDOUMI  
- Gilles Evrard DOSSOU  
- Ivan Gil Clovis OGNAGNA  
- Léa Carole DONGO  
- Antoine ROUMAYNE

## COMITÉ DE LECTURE :

- Raphaël EDZANG  
- Benoît MVOUMA  
- Jean Patrice NEMBE  
- Olga Edith OYANE MELONG ÉPSE NGUEMA ZUE  
- Alice NZE MEFANE ÉPSE ELLA NGUEMA  
- Ida Stéphanie AKOMA NDONG ÉPSE MBOUMBA

## CONCEPTION GRAPHIQUE ET MONTAGE :

- Raymond REMPARY / Jérémie Franck MAGANGA

## JOURNAL EN LIGNE :

- Jolypère BOUROBO BOUROBO

## DOCUMENTATION :

- Hermann OYUGOU NGOYABI

## CONSULTANT :

- Georgette BONGA BAKISSI

## EDITE PAR

### BTP AFRIQUE :

1 RUE WALDECK ROUSSEAU  
91100 CORBEIL ESSONNE



TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU LYCÉE DE L'EXCELLENCE (CF PANNEAU)



TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA ROUTE DE CAP CARAVANE



DGMP  
IMMEUBLE ARAMBO, 4<sup>EME</sup> ÉTAGE  
BOULEVARD TRIOMPHAL OMAR BONGO  
BP 4042 LIBREVILLE-GABON



DGMP-SERVICES TECHNIQUES (ANNEXE)  
Immeuble Perles 1 BATTERIE IV, Impasse Georges GNAMBAULT BP 4042 Libreville